

BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION



RAPPORT ANNUEL 2011

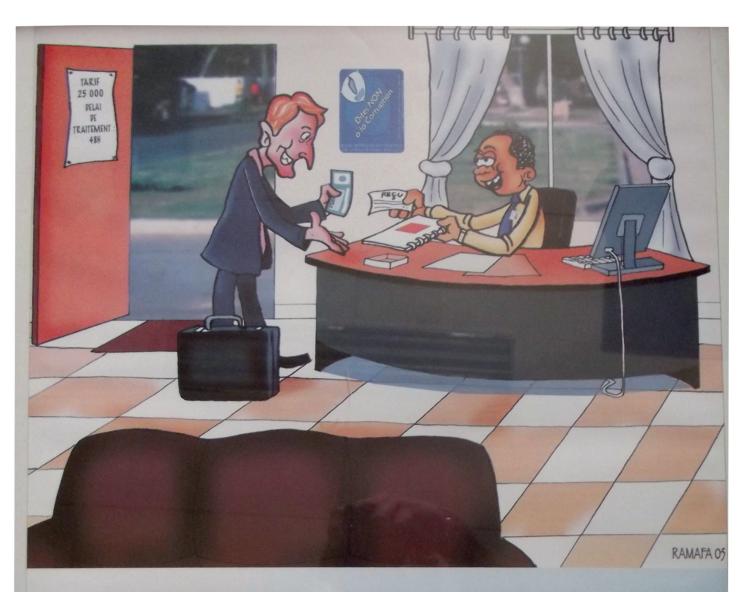
RAPPORT ANNUEL 2011 DU BIANCO

SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR GENERAL	09
SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS	11
1 CADRE GENERAL D'INTERVENTION	15
2 RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE	18
3 PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES DE L'ANNEE 2011	19
4 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2011	22
5 REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	29
5.1 - VOLET EDUCATION	29
5.2 - VOLET PREVENTION	41
5.3 - VOLET APPLICATION DE LA LOI	50
6 ACTIVITES DE COMMUNICATION	61
6.1 - VOLET COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE	61
6.2 - VOLET COMMUNICATION DE MASSE	70
7 RESSOURCES HUMAINES 7.1 - EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL	
7.2 - FORMATIONS ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL	
7.3- PARTICIPATION AUX CONFERENCES INTERNATIONALES BUREAU INDEPENDANT	74
BUREAU INDEPENDANT ANTI-COPPLICTION	
8 ADMINISTRATION ET FINANCES	75
8.1 - PRINCIPALES REALISATIONS PHYSIQUES	75
8.2 - ALLOCATIONS DE RESSOURCES ET REALISATIONS FINANCIERES.	76
9 PERSPECTIVES	80
9.1- GRANDES LIGNES DES ACTIVITES DES EXERCICES 2012- 2015	
9.2- PRINCIPALES ORIENTATIONSDES ACTIVITES DE L'ANNEE 2012	
9.3- PRINCIPAUX RESULTATS ESCOMPTES POUR L'ANNEE 2012	
9.4- AXES MAJEURS D'INTERVENTIONS DU BIANCO POUR L'ANNEE 2012	
9.5- BUDGET DE L'EXERCICE 2012.	
9.0" DODOLI DE LEALINOIOE 2012	00
ANNEXE 1 : ORGANIGRAMME DU BIANCO.	89
ANNEXE 2 : RAPPORT DES COMITES CONSULTATIFS DU BIANCO	90
ANNEXE 3 : TABLEAU DE COMPARAISON DES REALISATIONS AUX INDICATEURS PREVUS	99

Liste des tableaux

Tableau 1 : Liste des CTD et STD bénéficiaires des appuis du BIANCO au cours de l'année 2011	48
Tableau 2 : Récapitulation des déclarations de patrimoine reçues par Branche Territoriale	50
Tableau 3 : Etat récapitulatif des déclarations de patrimoine reçues par catégorie des personnes assujetties	51
Tableau 4 : Etat des doléances et des résultats de traitement des dossiers de corruption	53
Tableau 5 : Situation des doléances reçues de septembre 2004 à fin décembre 2011	54
Tableau 6 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés au cours de l'année 2011	57
Tableau 7 : Situation de traitement des doléances de corruption depuis 2004	58
Tableau 8 : Proportion des dossiers de corruption transmis aux juridictions de 2004 à fin 2011	58
Tableau 9 : Récapitulation des dossiers soumis aux comités consultatifs des Branches Territoriales	58
Tableau 10 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2011	59
Tableau 11 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin 2011	60
Tableau 12 : Communication de proximité	67
Tableau 13 : Activités de communication lors de la Journée du 09 décembre	69
Tableau 14 : Mouvement du personnel au cours de l'année 2011	73
Tableau 15 : Taux de régulation du budget de l'exercice 2011	76
Tableau 16 : Budget de l'exercice 2011 alloué au BIANCO	77
Tableau 17 : Exécution budgétaire du BIANCO arrêtée au 31/12/ 2011	77
Tableau 18 : Situation des transferts de fonds aux Branches Territoriales arrêtée au 31/12/2011	78
Tableau 19 : Cadrage du budget par le Ministère des Finances et du Budget et prévision du BIANCO	79
Tableau 20 : Comparaison des crédits alloués en 2011 et le cadrage pour le budget 2012	79
Tableau 21 : Budget et schéma de financement des activités de l'exercice 2012 du BIANCO	85
Tableau 22 : Etat des dossiers soumis pour examen des comités Consultatifs en Investigation	94
Tableau 23 : Etat des dossiers classés sur décision des comités consultatifs en Investigation	95
Liste des graphiques	
Graphique 1 : Evolution des déclarations de patrimoine reçues depuis 2005 à fin 2011	52
Graphique 2 : Evolution des Doléances reçues de 2004 à fin 2011	55
Graphique 3 : Proportion des cas de corruption dénoncés par secteur en 2011	56
Graphique 4 : Evolution des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions depuis 2004	59
Graphique 5 : Evolution par année des arrestations et des détentions provisoire	60



ENSEMBLE, LUTTONS CONTRE LA CORRUPTION

BIANCO AND YOU, FIGHTING CORRUPTION TOGETHER



Pour toutes informations et doléances / For all information and complaints :

Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO)

Villa «La Piscine » Ambohibao - BP 399 Antananarivo

Tél.: 22 489 79 - 22 320 80 - Fax: 22 489 93

E-mail: bianco@moov.mg - Site web: www.bianco=mg.org

MOT DU DIRECTEUR GENERAL



La lutte contre la corruption est un combat de longue haleine, l'année 2011 témoigne de notre persévérance, au sein du Bureau Indépendant Anti-Corruption, à poursuivre notre engagement à mettre en œuvre le programme de Lutte malgré le contexte de transition politique à Madagascar qui se prolonge.

Force est de constater que les effets néfastes de la crise socio-économique qui découle de cette situation ne font que fragiliser insidieusement les acquis d'une lutte menée depuis maintenant sept ans.

Subissant jour après jour le revers économique de la crise et devenue victime quotidienne de l'insécurité publique qui n'a jamais été aussi flagrante, la population met en doute l'effectivité d'une véritable Lutte Contre la Corruption. Les média servent de porte parole au grand public pour interpeller quant à l'efficience, voire la raison d'être même des différentes institutions mises en place pour lutter contre la corruption.

Il est indéniable que la confiance du public est une condition sine qua non de l'appropriation de la cause et donc, de la réussite de la lutte contre la corruption. C'est dans ce souci qu'une plate forme regroupant les différents maillons de la chaîne a vu le jour : le Ministère de la Justice, le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité, la Chaîne Pénale Anti-Corruption, le Service de Renseignement Financier (SAMIFIN), la Médiature et le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO). L'objectif étant le renforcement de la chaîne anti-corruption pour une plus grande efficacité en termes d'application de la Loi par une meilleure coordination des actions.

De leur côté, les dirigeants réaffirment leur soutien à la lutte contre la corruption. Son Excellence, Monsieur le Président de la Transition réitère son engagement à lutter contre la corruption à travers ses discours adressés aussi bien aux membres du Gouvernement qu'au grand public. Son Excellence, Monsieur le Premier Ministre a montré l'exemple en signant le « Manifeste d'Intégrité » lors du dépôt officiel de la déclaration de son patrimoine. Initiative reprise par plusieurs hauts responsables et élus lors des festivités de célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, le 09 décembre. Enfin, le Bureau Indépendant Anti-Corruption a pu globalement mettre en œuvre les activités prévues pour l'année 2011 grâce à l'augmentation du budget alloué par l'Etat, en l'absence de tout autre financement des bailleurs.

Nous noterons parallèlement un engagement progressif des divers secteurs aussi bien public que privé, tant par l'adoption de Code de conduite et de déontologie que par la mise en œuvre des différents dispositifs anti-corruption au sein de leurs structures respectives.

Le Bureau Indépendant Anti-corruption continue également d'être fortement sollicité par les différentes entités organisatrices de concours administratifs, soucieuses de la transparence dans leurs démarches de recrutement.

Sur le plan de l'éducation, le réseau d'honnêteté et d'intégrité ne cesse de s'étendre et intègre de plus en plus d'établissements scolaires à travers toute l'île, tandis que l'insertion de la Lutte Contre

la Corruption dans le programme scolaire a franchi une étape importante à travers l'élaboration d'un manuel en collaboration avec l'Office de l'Education de Masse et de Civisme du Ministère de l'Education Nationale.

Tout au long de l'année 2011, le Bureau Indépendant Anti-Corruption a pu également améliorer sa visibilité sur le plan international grâce à ses participations actives aux différentes rencontres internationales qui ont été autant d'occasions de renforcer la collaboration avec d'autres agences de lutte contre la corruption par l'intermédiaire des signatures de conventions de partenariat.

L'année 2011 est aussi marquée par une petite amélioration de l'Indice de Perception de la Corruption: Madagascar est ainsi noté à 3/10 contre 2,6/10 en 2010. Ce qui place la Grande lle au 100ème rang sur 183 pays étudiés.

Dans la même logique, en 2013, Madagascar fera l'objet d'évaluation sur sa performance dans la mise en application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption.

En bref, tant par rapport à ces évaluations, mais surtout pour pouvoir compter sur des retombées effectives de la Lutte Contre la Corruption sur le quotidien de chaque citoyen, beaucoup reste à faire ; l'engagement et la persévérance de tous à leur niveau respectif, restent les garants de la réussite de ce combat de longue haleine.

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

Dans les grandes lignes, les réalisations du Bureau Indépendant Anti-corruption (BIANCO) tout au long de l'année 2011 s'inscrivent dans la continuité et le renforcement des grands axes d'efforts déployés depuis les trois dernières années.

Les moyens financiers alloués par l'Etat ont été capitalisés par le siège ainsi que les six branches territoriales pour atteindre les objectifs visés dans chacun des trois volets de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption : l'éducation, la prévention et l'application de la loi. De plus, un renforcement progressif de l'effectif du personnel a pu être effectué.

La réitération de l'engagement de l'Etat et des différents Hauts responsables s'est concrétisée à maintes occasions et constitue un atout considérable pour la promotion de la culture de refus de la corruption.

C'est ainsi que Son Excellence, Monsieur le Président de la Transition a fortement mobilisé les membres du Gouvernement à effectuer leur Déclaration du Patrimoine. A l'issue d'un programme de mobilisation soutenue des personnes assujetties, sans oublier l'exemple donné par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, le taux de Déclarations de patrimoine reçues en 2011 a connu une augmentation significative de 45% comparé à l'année 2010.

Une grande partie des secteurs publics possèdent désormais leur Code de conduite et de déontologie et entament depuis 2011 la phase d'appropriation. Un guide spécifique en appropriation de Code de conduite a été élaboré et vulgarisé pour les accompagner dans leur démarche.

Convaincu des bénéfices d'un environnement des affaires assaini, le secteur privé, à travers le Syndicat des Industries de Madagascar, s'implique également davantage dans l'appropriation de la culture de la transparence en se dotant d'un Code de conduite des affaires.

Les cibles des activités de mobilisation deviennent de plus en plus pointues. Ainsi, une mobilisation de proximité a été menée en partenariat avec plusieurs projets de développement tels que le FID, le FDL, l'EDBM ainsi que Tany Meva et a permis de toucher les responsables des communes et entités bénéficiaires de leur financement.

La corruption sur les grands axes routiers est un sujet qui continue de défrayer la chronique. Un effort de sensibilisation particulier a été déployé pour l'assainissement de ce secteur, avec la participation active des parties prenantes comprenant entre autres les responsables étatiques, les coopératives des transporteurs, les responsables des communes, les sociétés civiles ainsi que des représentants des voyageurs.

La vulgarisation de la culture de refus de la corruption auprès des jeunes progresse également à travers la poursuite de la mise en place et de l'opérationnalisation des chaînes d'intégrité auprès des établissements publics et privés dans toute l'île. Parallèlement, le BIANCO a travaillé de concert avec le ministère de l'Education Nationale pour l'intégration du volet anti-corruption dans le programme scolaire. Une première étape dans ce projet à long terme a été franchie avec l'élaboration de manuels scolaires. De même, la dimension anti-corruption continue de figurer dans le cursus de formation des futurs agents de l'Etat.

Pour une plus grande portée des activités de sensibilisation, un accent particulier a été porté sur le renforcement de capacités des organismes relais tels que les organisations de la société civile, les organisations confessionnelles et les média à l'endroit desquels un guide d'appui aux activités de mobilisation a été élaboré

Les activités de prévention de la corruption ont également bénéficié de l'appui des responsables étatiques dans leur mise en œuvre. Il en est ainsi particulièrement de la note émise par la Primature à l'endroit du secteur public concernant l'obligation de la mise en place et de l'opérationnalisation du standard de service.

Dans la lignée de la vulgarisation des dispositifs anti-corruption auprès du secteur public, les activités du BIANCO se sont focalisées sur l'intensification de l'appropriation par les responsables ainsi que la constitution des comités de suivi pour la pérennisation des mesures entreprises. Les résultats à la fin de l'année 2011 sont encourageants : 235 Services Territoriaux déconcentrés sur les 266 programmés et 109 Collectivités Territoriales Décentralisées sur les 97 escomptées ont mis en place et rendus opérationnels des dispositifs anti-corruption au sein de leurs entités respectives.

Parallèlement, une douzaine de travaux de revue et d'analyses de système ont été effectués auprès de divers secteurs qui ont par la suite, bénéficié de l'accompagnement de l'équipe du BIANCO dans la mise en œuvre des recommandations.

Le BIANCO continue d'être fortement sollicité dans l'organisation de divers concours administratifs. Pour l'année 2011, douze différentes entités ont été accompagnées dans leurs démarches de recrutement. De même, dans l'objectif de vulgariser au maximum les bonnes pratiques en matière d'organisation de concours, un guide spécifique sur le sujet a été édité et vulgarisé.

Dans le volet application de la Loi, on notera une augmentation de l'ordre de 4% des doléances reçues par rapport à l'exercice précédent, soit un total de 5 126 plaintes pour l'année 2011. Il convient de remarquer que le nombre de doléances reçues auprès du BIANCO a connu une baisse significative depuis le début de la crise, c'est-à-dire en 2009, et cela inversement à la recrudescence des pratiques de la corruption à tous les niveaux et dans presque tous les secteurs. Les doléances concernant les infractions de corruption représentent 20% de cette totalité et 94% de ces dossiers sont investigables. En même temps, les plaignants s'impliquent davantage dans leur démarche car seules, 6% des doléances de corruption reçues sont anonymes.

Les secteurs les plus décriés restent les mêmes : les Collectivités Territoriales Décentralisées, la Gendarmerie Nationale, la Justice, les Services des Domaines et les Services Fonciers.

Il convient de noter que le niveau relativement bas du taux de doléances concernant d'autres secteurs ne signifie pas une faible pratique de la corruption au sein de ces services, mais pourrait plutôt s'expliquer par une entente considérée comme étant « bénéfique » entre les deux parties. Il en est ainsi par exemple des services des Douanes, de l'Environnement et des forêts, de la Police Nationale ainsi que de la Santé Publique.

Le renforcement de la visibilité du BIANCO par le développement de la communication de proximité constituait un des principaux objectifs des activités de communication réalisées aussi bien au niveau de la direction centrale que par les équipes des 6 branches territoriales. Conférences et points de presse, participation à des émissions audio visuelles, publications régulières dans la presse écrite, organisation de débats et participation à diverses manifestations et expositions ont été autant de moyens déployés pour ce faire. Les média locaux ont été largement mis à contribution dans ce souci de proximité.

La production de supports, en appui aux activités de mobilisation des divisions opérationnelles, constituait également une partie importante des activités de communication. En général, compte tenu des contraintes budgétaires, les productions imprimées et audio ont été particulièrement privilégiées. Toujours dans cette optique de communication de proximité, de plus en plus de supports ont été élaborés spécifiquement pour toucher au mieux une cible précise : la population rurale ou celle d'une région, les usagers d'un secteur en particulier, les jeunes scolarisés ... C'est ainsi par exemple que certains dépliants et d'autres spots radio ont été conçus en dialecte local.

Dans l'ensemble, des recommandations s'imposent.

Primo, concernant le volet d'Education, le Bureau est sur la bonne voie compte tenu de ses séances personnalisées d'information, d'éducation et de mobilisation sur la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption. Les jeunes des milieux scolaires continuent à faire preuve d'intérêt pour la lutte contre la corruption. Il faudrait créer un dynamisme et un effet d'entraînement vers les autres secteurs.

Dans cette optique, deux options s'avèrent primordiales, à savoir l'extension des activités éducatives auprès de la population rurale qui, nous le rappelons, forme la grande majorité des malgaches. Pour commencer, le support pédagogique sous forme de cassettes audiovisuelles doit bénéficier d'un maximum de diffusion à l'échelle nationale. En outre, nous devons penser sérieusement à ce que les actions entreprises réalisent des résultats conséquents dans le domaine de processus de changement de comportement en faveur de la lutte contre la corruption. Ainsi, les médias seront invités à inciter les différentes autorités administratives et privées à faire des déclarations d'intégrité à l'exemple du Chef de Gouvernement et de certains Ministres.

Secundo, en ce qui concerne le volet prévention, pour l'année 2011, le Bureau a effectué onze (11) travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures des services publics, notamment dans les secteurs : Mines, Aéroport International, Communes, Axes Routiers, Environnement, Service Foncier, Douanes et Justice (Administration Pénitentiaire et Tribunal de Première Instance), Santé et Commerce.

Des efforts particuliers seront fournis en vue de renforcer la responsabilité des secteurs partenaires afin qu'ils prennent en main le redressement de leurs propres défaillances au niveau des procédures en place et de cerner les risques de corruption et des infractions assimilées y afférents.

En effet, des documents référentiels contenant les expériences probantes du Bureau sont disponibles, permettant ainsi à de nombreuses entités publiques et privées d'initier ces réformes cruciales.

Tertio, dans le domaine de l'application de la loi, les principaux secteurs décriés en matière de corruption et dénoncés pendant l'exercice 2011 ne diffèrent pas trop de ceux de l'année 2010 avec les Collectivités Territoriales Décentralisées en tête, suivis successivement de la Gendarmerie Nationale, la Justice, les Services des Domaines et les Services Fonciers et l'Education. Toutefois, le BIANCO pense qu'il serait plus judicieux de renforcer ses efforts sur les autres secteurs paradoxalement les moins décriés mais dans lesquels subsistent d'énormes manques à gagner pour l'Etat malgache.

Renforcer la franche collaboration et un partenariat efficace avec le secteur Justice est aussi nécessaire, démarches sur lesquelles se basent la crédibilité de tout le système de Chaîne Pénale à Madagascar.

Par ailleurs, il faudrait trouver une stratégie plus performante pour relever le taux de déclaration de patrimoines des assujettis.

Et enfin, en ce qui concerne la Communication, il est nécessaire de mettre l'accent sur la Communication événementielle à travers des événements marquants afin de capitaliser et d'optimiser les relations du BIANCO avec les médias et les parties prenantes de la lutte contre la corruption à Madagascar et de relever le seuil d'influence du Bureau et du programme de Lutte Contre la Corruption dans la Grande lle.

Le Département chargé de la Communication travaillera un peu plus pour marquer la présence médiatique du Bureau et pour améliorer l'opinion publique de BIANCO à travers des articles parus dans la presse écrite et des reportages diffusés dans des chaînes de télévision afin d'inciter le public à soutenir la Lutte Contre la Corruption à moyen et à long termes.

Les six Branches Territoriales du BIANCO ont atteint chacune un seuil de compétence satisfaisant leur permettant de réaliser des prouesses en matière de communication de proximité. Par ailleurs, de différents organes de presse et de médias commencent à collaborer avec le BIANCO, que cela soit au niveau local, régional, national et même international. Il faudrait amplifier ce processus et en tirer le maximum de résultats.

Pour l'année 2011, Madagascar retrouve son indice de perception de 2009 : 3/10 contre 2,6/10 en 2010. Il est important cependant de remarquer que dans le système de notation mis en place par Transparency International, parmi les sept notations à l'origine de cette moyenne, les notes attribuées par les principaux bailleurs de fonds ont été les plus basses. Les acquis sont fragiles, davantage d'efforts sont indispensables d'autant plus que très bientôt, en 2013, Madagascar fera l'objet d'une évaluation de sa performance dans la mise en application de la Convention des Nations-Unies contre la Corruption. Il est temps pour le pays de s'y atteler et de prendre toutes les dispositions nécessaires qui s'imposent.

Dans le monde, ces trois dernières années ont vu maints soulèvements populaires tous azimuts, suite principalement à des scandales de corruption. Le renforcement de la confiance du public est une condition incontournable de la réussite de la Lutte Contre la Corruption. En ce qui concerne Madagascar, dans le contexte actuel, une meilleure efficience en termes d'application de la loi constitue un des éléments clés de ce regain de crédit auprès de l'opinion publique. C'est la raison pour laquelle, les travaux en vue de la dynamisation de la chaîne anti-corruption par l'adoption et l'application effective de la politique pénale anti-corruption doivent être renforcés et poursuivis.

En amont, l'engagement sans faille des dirigeants à libérer Madagascar des entraves de la corruption, a été une fois de plus réitéré à travers la signature du « Manifeste d'Intégrité » par plusieurs hauts responsables étatiques. Il s'agit d'une étape symbolique qui devrait se concrétiser par une intégrité manifeste, tant au niveau de leurs discours que par leurs agissements. Cette implication active constitue un garant de premier ordre de la réussite de la Lutte Contre la Corruption, engagement par rapport auquel Madagascar n'a plus, ni le droit, ni les moyens de faire machine arrière.

1

CADRE GENERAL D'INTERVENTION

1.1 – Cadre juridique et légal

Le Programme de Lutte Contre la Corruption de Madagascar a été établi sur la base :

- de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Corruption, adoptée le 31 Octobre 2003 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, signée à Mérida au Mexique en Décembre 2003, ratifiée par soixante dix sept (77) pays au 30 Octobre 2006 - dont Madagascar au mois de Juillet 2004 - et mise en vigueur le 14 Décembre 2005;
- de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption, adoptée par les Chefs d'Etat le 11Juillet 2003 lors du Sommet de l'Union Africaine tenu à Maputo en Mozambique. Quarante (40) pays Africains, dont Madagascar, avaient signé cette Convention au 12 Juin 2006. Cette Convention est mise en vigueur à partir du 05 Août 2006;
- du Protocole de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (S.A.D.E.C), signé le 14 Août 2001.

Le mode de fonctionnement et le cadre général d'intervention du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) sont régis principalement par :

- la loi n° 2004-030 du 09 Septembre 2004 sur la lutte contre la corruption, promulguée dans le journal officiel de la République de Madagascar le 16 Septembre 2004 ;
- le décret n° 2008-176 du 15 Février 2008 abrogeant le décret 2004 937 du 05 Octobre 2004, adopté en Conseil du Gouvernement, et portant réorganisation du Bureau Indépendant Anti-Corruption;
- le décret n° 2002 1127 du 30 Septembre 2002 instituant une obligation de déclaration de patrimoine par certaines catégories de hautes personnalités et de hauts fonctionnaires, modifié et complété par le décret n° 2004 – 983 du 12 octobre 2004;
- la loi n° 2004 020 du 19 Août 2004 sur le Blanchiment, le dépistage, la confiscation et la coopération internationale en matière de produits du crime.

1.2 - Cadre Institutionnel

Le Bureau est rattaché administrativement et financièrement à la Présidence de la République de Madagascar. L'autonomie opérationnelle du BIANCO est garantie par la sécurité de la fonction de ses dirigeants et la disponibilité de ressources suffisantes, suivant les termes du Chapitre II de la loi 2004-030 du 09 septembre 2004.

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a pour obligation de rendre compte des résultats de ses activités par le biais d'un rapport annuel adressé au Président de la République et au Parlement.

Les Comptes du BIANCO sont soumis au contrôle annuel effectué par la Cour des Comptes.

1.3 – Cadre structurel et organisationnel

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption est constitué par une Direction Générale, sise à son Siège « Villa la Piscine » Ambohibao ANTANANARIVO et six (6) Branches Territoriales installées dans le Chef Lieu des Ex- Provinces de Madagascar.

La Direction Générale est composée d'un :

- Cabinet formé de Conseillers Juridiques et Techniques et d'Inspecteur, chargés respectivement de l'appui juridique, d'études et d'expertise technique et du contrôle interne de gestion et d'éthique;
- Département Programmation, Contrôle et Suivi Evaluation, dont la principale mission consiste en l'encadrement des structures opérationnelles, la programmation, le contrôle et le suivi évaluation des activités de toutes les Branches Territoriales du Bureau ;
- Département Ressources Humaines, garant de la mise en œuvre du Règlement Général du Personnel ;
- Département Administration et Finances, chargé de l'administration générale, du budget et de la tenue de la comptabilité du BIANCO ;
- Département Communication, responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de communication du Bureau.

Chaque Branche Territoriale, rattachée directement au Directeur Général, comporte une :

- Division Education Prévention, qui conduit principalement les activités opérationnelles de mobilisation du public et des secteurs, dans sa circonscription respective, à la mise en application des dispositifs pour l'éradication de la pratique de corruption et à la mise en œuvre du Programme de lutte contre ce fléau;
- *Division Investigation*, qui effectue essentiellement le traitement des dossiers de corruption et des infractions assimilées dont la Branche a été saisie, d'une part, et de la réception des déclarations de patrimoine, d'autre part. Les documents de déclaration de patrimoine sont regroupés et conservés auprès de la Branche Territoriale d'Antananarivo;

- Division Administration, Finances et Ressources Humaines, responsables des activités administratives et comptables ainsi que celles se rapportant à l'administration du personnel de la Branche.

Les Divisions Education – Prévention et Investigation sont assistées respectivement par un Comité Consultatif. Chaque Comité, dont les membres sont choisis de par leurs expériences, fonctions et responsabilités mais surtout de leur intégrité, est chargé, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur les réalisations et les activités opérationnelles de la Branche concernée, entre autres, sur les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général et sur les relations avec les citoyens.

2

RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption, opérationnel depuis le 15 octobre 2004, est chargé de conduire la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, axée sur les trois principaux volets suivants :

- *l'Education des citoyens* sur les effets néfastes engendrés par la corruption et l'incitation de la communauté à lutter contre la corruption :
- la *Prévention de la corruption* par l'éradication de la pratique de ce fléau et l'élimination des risques dans le fonctionnement des systèmes des secteurs public et privé ;
- l'Application de la législation anti-corruption.

Les principaux objectifs visés par la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption consistent à :

- réduire significativement la corruption par le changement de valeurs et de mentalité, d'une part, et par l'application des dispositifs anti-corruption, d'autre part;
- accroître la confiance du public et des entreprises dans un traitement juste et équitable par les tribunaux, par l'Administration publique (notamment douanes, impôts et foncier) et par les forces de sécurité.

La réalisation de ces objectifs tend vers :

- l'instauration d'un environnement social amélioré et d'un milieu des affaires assaini;
- la mise en place d'une administration probe et efficace ;
- la promotion d'une bonne gestion des ressources nationales.

3

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES DE L'ANNEE 2011

3.1- Principaux objectifs et grandes orientations des activités 2011

Les principaux objectifs et les grandes orientations ci-après ont servi de base pour la détermination, la programmation et la priorisation des activités de l'exercice 2011 :

- Améliorer de manière progressive la performance des Branches Territoriales pour le traitement des doléances et l'apurement des dossiers investigables en instance ;
- Participer activement à la dynamisation de la chaîne anti-corruption: adoption et application effective de la politique pénale anti-corruption, traitement des dossiers transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité et consolidation des liaisons opérationnelles;
- Contribuer à la promotion de la transparence et à la culture de refus de corruption dans les processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières;
- Renforcer la collaboration avec les partenaires, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les organisations confessionnelles, les médias, les établissements scolaires et les secteurs ;
- Promouvoir la culture d'intégrité et de transparence dans les secteurs public et privé : code de conduite et de déontologie, pacte d'intégrité et déclaration des principes d'affaires, code de conduite des affaires... :
- Poursuivre les activités de mobilisation des établissements scolaires pour la lutte contre la corruption et l'adoption de la culture de refus de ce fléau : intensification et opérationnalité des clubs anti-corruption (réseau d'honnêteté et d'intégrité), intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc...;
- Mettre en œuvre et vulgariser les dispositifs anti-corruption et les mesures de prévention dans les secteurs : standard minimum des services, assistance et appui aux entités organisatrices des concours administratifs et examens officiels, revue des systèmes et analyse des procédures, plans d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, vulgarisation des bonnes pratiques...;

 Accompagner les Entités Régionales dans la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et dans la consolidation des acquis pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local.

3.2 – Principaux résultats escomptés de l'exercice 2011

Les principaux résultats escomptés de l'exercice 2011 se résument ainsi :

Dans le cadre de l'application de la législation anti-corruption :

- 6 000 doléances sont reçues, dont 1 200 faits sont soupçonnés de corruption et font l'objet d'investigation ;
- 1 000 dossiers investigables sont traités par le BIANCO, dont 400 sont transmis aux juridictions (soit 40% des dossiers traités);
- Résultats des dossiers transmis aux juridictions sont communiqués périodiquement par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008);
- Liste mère des assujettis à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2011 est mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- 50% (environ 3 000 Déclarations) des personnes assujetties à la Déclaration de Patrimoine se sont acquittées de leur obligation légale;
- 50 liaisons opérationnelles sont conclues avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux.

Dans le cadre des volets Education et Prévention :

- Grand public mobilisé à refuser et à dénoncer les pratiques de corruption :
- Image et visibilité du Bianco améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web – rapports d'activités conférences débats - documentaire – bulletins et revues d'information et de mobilisation ;
- Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC) effective dans les 22 régions de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de Lutte Contre la Corruption (LCC) dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- Processus d'éducation du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, poursuivis et renforcés;
- Responsabilisation des relais (Organisations de la Société Civile, leaders d'opinions, confessions religieuses, ...) pour l'éducation du public au changement de comportement, de veille et d'interpellation, par rapport à la pratique de la corruption;
- Processus du mouvement éthique, d'adoption de la culture d'intégrité et des principes de la bonne gouvernance, d'élaboration et de vulgarisation du code de conduite et de déclaration des principes d'affaires par le secteur privé, les projets de développement, tels que le Fonds d'Intervention pour le Développement, le Fonds de Développement Local, la Fondation Tany Meva, ... et les partenaires, poursuivis et renforcés;

- **Jeunes mobilisés** pour la participation active aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs (Club anti-corruption et Réseau d'honnêteté ...) ;
- Processus de l'introduction des **notions d'intégrité morale et** de l'insertion de la **dimension de lutte contre la corruption dans les programmes scolaires** poursuivis et renforcés ;
- 14 entités accompagnées dans la mise en œuvre des recommandations d'audit : Bureau des Cadastres Miniers de Madagascar (BCMM), Direction Générale de la Sécurité Routière (DGSR), Guichet Unique des Domaines, Justice et Trésor Public, Filière bovine, Communes Urbaines de Toamasina, de Brickaville et de Fénérive Est, Commune Sub Urbaine de Toamasina, Mines, Guichet Foncier, Commune Urbaine de Mahajanga, et Commune Rurale d'Antanamitarana;
- 8 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures effectués : Exportation de produits miniers, Aéroport international d'Ivato, Fonds d'Intervention pour le Développement, Axes routiers, Société Fanalamanga : Attribution de parcelle et recouvrement, Douanes : Ventes aux enchères publics, Reconnaissance de terrain, Octroi de liberté provisoire ;
- 302 services publics accompagnés dans la mise en place des dispositifs anti-corruption ;
- 4 Entités organisatrices de concours administratifs accompagnées ;
- **2 Guides élaborés et vulgarisés** : guide de passation des marchés publics et guide pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs.

4

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2011

L'année 2011 a été marquée particulièrement par les évènements significatifs ci-après :

- Son Excellence Monsieur le Président de la Transition a réitéré son engagement de lutter contre la Corruption et a exprimé la volonté politique déterminée de l'Etat aux nouveaux membres du Gouvernement et au peuple Malgache à combattre ce fléau lors du premier Conseil des Ministres tenu le 26 mars 2011;
- Monsieur le Premier Ministre du Consensus, Jean Omer BERIZIKY, a marqué son comportement exemplaire en signant le manifeste d'intégrité lors du dépôt officiel de la déclaration de son patrimoine au Siège du Bureau Indépendant Anti-Corruption, le 06 Décembre 2011. En outre, il n'a pas manqué à exprimer la ferme volonté de son Gouvernement à lutter contre la corruption dans ses discours officiels :



Le Premier Ministre Jean Omer BERIZIKY (à g) a donné l'exemple en se déplaçant au siège du BIANCO à Ambohibao pour remettre en main propre sa déclaration de patrimoine

Au cours des manifestations organisées pour la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, tenue à Miarinarivo le 09 Décembre 2011. Monsieur le Vice Premier Ministre chargé du Développement et de l'Aménagement du territoire et Madame le Ministre de la Justice et Garde des sceaux, ainsi que les Responsables sur place l'Administration Publique. témoigné solennellement leur engagement à lutter contre la corruption et ont également signé le manifeste d'intégrité.



Le Vice Premier Ministre, Hajo ANDRIANAINARIVELO signant le « Manifeste d'Intégrité » à Miarinarivo

La déclaration et l'engagement d'intégrité ont été poursuivis par les Ministres et les Responsables des ministères ainsi que les corps et groupements professionnels au cours du premier trimestre 2012, entre autres, le Ministère de l'Elevage et celui des Forces Armées, la Direction Générale des Domaines et des Services Fonciers et les membres du Syndicat des Magistrats de Madagascar;



La Ministre de l'Elevage, Ihanta ANDRIAMANDRANTO (au milieu) a signé le « Manifeste d'Intégrité » lors de la signature de convention entre le BIANCO et la Direction Générale de l'Elevage

- L'étude pour la restructuration de la Chaîne Pénale Anti-Corruption a été démarrée au cours du second semestre 2011 en vue de renforcer les acquis et l'efficacité des maillons de la chaîne anti-corruption à Madagascar;
- L'Indice de Perception de la Corruption à Madagascar en 2011 a repris son niveau de l'évaluation de 2009 par Transparency International. Cet indice de 3.0 contre 2.6 en 2010 a placé Madagascar au 100ème rang sur 183 pays étudiés en 2011 contre 123ème sur 178 pays faisant l'objet de l'évaluation en 2010.

Sur les relations internationales

La promotion du Programme Malgache de Lutte Contre la Corruption a été rendue possible sur le plan international grâce aux participations des Responsables du BIANCO aux conférences et aux réunions de travail et d'échanges entre les institutions et les agences œuvrant dans la lutte contre la corruption, notamment :

- aux sessions de travail du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, organisées par l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (UNODC), tenues à Vienne en Autriche aux mois de mai et Septembre 2011;
- à la conférence des institutions africaines de lutte contre la corruption, organisée et financée par la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Association Est Africaine des Institutions de Lutte Contre la Corruption (EAAACA), tenue au mois de juin 2011 ;
- à l'Atelier relatif à la Communauté de pratique sur la lutte contre la corruption en Afrique de l'Ouest et du Centre, organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), tenu au Cotonou en Bénin au mois de Novembre 2011;
- à la conférence annuelle de l' « International Association of Anti-Corruption Authorities » (IAACA) et à la conférence des Etats Parties à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption tenues à Marrakech en Maroc au mois d'Octobre 2011;
- à la participation du BIANCO au concours « International Anti-Corruption Public Service Announcement (PSA) Video Competition », organisé par l' « International Association of Anti-Corruption Authorities » (IAACA) à Hong Kong en Chine au mois de Décembre 2011.



Les participants se préparent avant d'entrer dans la salle de compétition

Au cours de ces missions, les représentants du BIANCO ont saisi de l'occasion pour étendre ses relations de collaboration avec les agences renommées en matière de lutte contre la corruption et négocier la possibilité de conclure des conventions de partenariat, entre autres, le Service Central de la Prévention de la Corruption (SCPC) de France et l'Independant Commission Against Corruption (ICAC) de Hong Kong).

Des Responsables opérationnels du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) ont eu le privilège de poursuivre des formations à l'extérieur, pour renforcer leur capacité et leur compétence, auprès de :

- l'Université de Rennes I FRANCE pour des études et recherches auprès de son laboratoire de Droit Public, du Mai à Juillet 2011 ;
- l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Strasbourg FRANCE dans le cadre des sessions de perfectionnement de courte durée, intitulé Cycles Internationaux Spécialisés d'Administration Publique (CISAP), pour les hauts fonctionnaires étrangers. Les thèmes suivants ont été traités :
 - la Corruption : réalités économiques et moyens de lutte, tenue au mois de Juin 2011,
 - la Gestion des Ressources Humaines et Management dans la Fonction Publique, réalisée aux mois de Novembre et Décembre 2011 :
- l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (UNODC) à Vienne Autriche sur le mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (UNCAC) au mois de Septembre 2011, à l'intention des Experts Gouvernementaux.

Le Zimbabwe a été tiré au sort en tant que pays examiné par Madagascar et Malawi pour le deuxième cycle d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, lors de la deuxième session du Groupe d'experts réuni du 30 mai au 2 juin 2011 à Vienne en Autriche.

Rappelons que lors du premier cycle d'examen décidé en 2010, Madagascar et Pays-Bas devraient examiner le Cameroun. Malheureusement ce dernier a préféré reporter le processus.

Toutefois, il convient de retenir que Madagascar sera parmi les pays à examiner en 2013 sur sa performance dans la mise en application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption.

Sur les activités opérationnelles du BIANCO

Comme pour les années précédentes, malgré le contexte de crise traversé actuellement par Madagascar, le Bureau Indépendant Anti-Corruption n'a pas manqué de célébrer la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (JILCC), le 09 Décembre 2011, dans toute l'île à travers ses Branches Territoriales installées dans les Chefs lieux des ex - provinces. Des conférences, expositions, manifestations culturelles et cérémonies officielles ont été organisées en vue de renforcer davantage les acquis du Programme anti-corruption et les réalisations du Bureau sur la lutte contre ce fléau.



Manifestation culturelle et animation podium à Mahajanga pour marquer la journée du 09 décembre



Les maires, les élus et les responsables techniques au niveau des communes ont été mobilisés à la lutte contre la corruption

résultats premiers collaboration avec le Fonds Développement Local (FDL) sont encourageants. Ainsi, sont mobilisés à la lutte contre la corruption, au cours de l'exercice 2011, les maires, les élus et les responsables techniques des cent quarante huit (148) communes allocations bénéficiaires des financement FDL, réparties dans tout Madagascar. La prochaine étape de la coopération entre les deux entités consiste principalement en la mise en place et en l'opérationnalisation des Dispositifs Anti-Corruption auprès de ces communes.

La contribution du secteur privé dans la lutte contre la corruption et la fraude et pour l'assainissement de l'environnement des affaires à Madagascar a été louable en 2011. Le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) s'est doté d'un Code de Conduite des Affaires pour ses membres. Ce code va leur permettre, d'une part, d'adopter une culture d'éthique et de transparence dans la conduite des affaires, et d'autre part, de promouvoir un haut standard d'intégrité et de professionnalisme dans l'exercice de leurs fonctions respectives. La journée du 21 Novembre 2011, journée de l'Industrialisation de l'Afrique, a été réservée spécialement par le Syndicat pour tenir un atelier de réflexion sur les états généraux de l'industrie. Les membres du Syndicat des Industries ont également signé publiquement la lettre portant leur « Engagement d'intégrité » à la fin de cette journée de réflexion.



Une partie des opérateurs membres du SIM ayant participé à l'atelier avant la signature de l' « Engagement d'Intégrité »

Le Ministère de l'Education Nationale a élaboré, en collaboration avec le Bureau, un programme scolaire et des manuels pédagogiques sur le civisme et l'éducation citoyenne. Ces manuels seront disponibles au début de l'année 2012.

Le Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC) de « Transparency International Initiative Madagascar » (TI-IM) est officiellement opérationnel à partir de l'année 2011. Ce Centre a pour principale mission d'aider les citoyens et les pouvoirs publics dans leurs efforts communs de lutter contre la corruption. Une convention de partenariat a été conclue entre le BIANCO et le CAJAC le 03 Février 2011.



Echange de signature entre le DG du BIANCO (2è à d) et le Président du Transparency International Initiative Madagascar, Dominique RAKOTOMALALA (2è à g) pour une convention entre le BIANCO et le CAJAC

Sur le fonctionnement et les activités à l'interne du BIANCO

La Direction de la Programmation, du Contrôle et du Suivi - Evaluation a mis au point un progiciel de traitement des données pour l'établissement du Plan de Travail Annuel et le suivi des réalisations des activités par unité opérationnelle. Ce progiciel est opérationnel depuis le mois de Septembre 2011, période de démarrage de l'élaboration du Plan de Travail Annuel 2012.

Le code de conduite du personnel du Bureau Indépendant Anti-corruption a été réactualisé. de manière participative, au cours de l'exercice 2011. Des séances d'appropriation du nouveau code ont été tenues par entité opérationnelle. Un Conseil de Conduite a été institué au sein de la Direction Générale et auprès de chaque Branche Territoriale lors de la mise en vigueur de ce Code, dont les modalités règles et les fonctionnement sont fixées par la note n° 020-11/BIANCO/DG du 20 Juillet 2011.



Le Code de Conduite du personnel du BIANCO réactualisé, édité pour tous les agents du Bureau

De même, le manuel des procédures administrative, financière et comptable du BIANCO a été mis à jour au cours du quatrième trimestre 2011 et mis en vigueur à partir du mois de novembre de la même année.

L'Atelier d'échange d'expérience et de renforcement des compétences des investigateurs du Bureau Indépendant Anti-Corruption a été réalisé au mois de Mai 2011. Ce type d'atelier s'effectue tous les deux (2) ans et réuni tous les investigateurs du BIANCO.

5

REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

5.1- Volet Education

Le volet éducation vise à sensibiliser le public face aux dangers de la corruption et à susciter sa participation active à la lutte en adoptant un comportement intolérant par rapport aux pratiques de corruption. La mise en œuvre des activités d'éducation et de prévention est assumée par une seule division intitulée "éducation-prévention", depuis la mise en application du décret 2008-176 du 15 février 2008 portant réorganisation du Bureau Indépendant Anti-Corruption.

La synthèse des réalisations du volet éducation au niveau national et par axe d'efforts majeurs pendant l'année 2011 est résumée dans les paragraphes qui suivent.

a) Informer le public sur la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption

Des séances personnalisées d'information au public ont été organisées dans toute l'île. A vocations éducatives, elles ont été réalisées sous forme de mini-exposition, de réunions avec la communauté de base, les fokontany et les associations et des représentations théâtrales. Les visiteurs ont été informés de la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption à travers les tenues de stands lors :

 du Salon International des Mines et des Hydrocarbures, organisé par le Ministère de Tutelle le 06 et le 07 Mai 2011 au Centre de Conférence Internationale d'Ivato. Le nombre de visiteurs était estimé à plus d'un millier (1.000) de personnes; de la Foire Internationale de l'Economie Rurale à Madagascar (FIER Mada), tenue à la Grande Cour de l'Ecole Sacré-Cœur d'Antanimena, du 03 au 07 août 2011. Le nombre de visiteurs est estimé à mille deux cent cinquante (1.250) personnes;



Le stand du BIANCO lors de la Foire Internationale de l'Economie Rurale (édition 2011)

de l'événement socioculturel « VOLAMBETOHAKA 2011 » à Ambatofinandrahana. Mille soixante quatorze (1.074) visiteurs ont été recensés. Des portes ouvertes ont été organisées par le Ministère d'Etat chargé des Relations avec les Institutions (MERI) sous le thème de « Démocratie, Bonne Gouvernance et Participation Citoyenne » à Toliara, à Antsiranana et à Mahajanga.

Le public est aussi informé et mobilisé par des séquences médiatiques sur les enjeux, les réalisations, les acquis et les perspectives du Programme Nationale de Lutte Contre la Corruption ainsi que sur les mécanismes et les dispositifs de dénonciation.

Plus particulièrement, travers un débat télévisé organisé à la chaîne nationale, le jeudi 29 septembre 2011, une réflexion relative à la perspective de l'Indice de Perception de la Corruption ou IPC de l'année 2011 a été réalisée en partenariat avec les représentants respectifs du secteur privé, Transparency International – Initiative Madagascar et du BIANCO.



Débat télévisé animé par un journaliste de la TVM (2è à d) avec la participation du Transparency International (1 à g), du BIANCO (2è à g) et du secteur privé (1^{er} à d)

L'auditoire ou les téléspectateurs ont participé activement aux séances de questions/réponses pour émettre leurs réactions. Cette médiatisation a été précédée de plaidoyers, de séances de renforcement des capacités, de la lecture de la conclusion des conventions de partenariat à l'endroit des organes de presse concernés.

Des conceptions, des réalisations et des diffusions des séquences médiatiques, de type théâtre radiophonique, sont en gestation et /ou en phase de mise en œuvre. Pour la Branche Territoriale de Toamasina, une émission de pièce théâtrale radiophonique concernant la lutte contre la corruption a été programmée en collaboration avec l'Association Faribolana Sandratra de Toamasina. La diffusion de cette émission radiophonique, prévue en novembre 2011, a été repoussée pour l'année 2012 à cause de la crise politique actuelle. Entre temps, la séquence en question a été jouée sur scène lors de la célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption à Brickaville, le 09 décembre 2011.

Par ailleurs, des supports en matière d'éducation ont été traduits en dialectes locales.

b) Initier et/ou contribuer à la poursuite de la mobilisation des agents publics

Les huit mille quatre cent cinquante cinq (8 455) agents de l'Etat, ayant assisté aux séances d'initiation et /ou de mobilisation, pour l'année 2011, dans toute l'île, ont été issus des secteurs publics représentatifs suivants: Fonction Publique, Décentralisation, Administration Pénitentiaire, Sécurité Routière, Services des Domaines, Services Topographiques, Administration Judiciaire, Trésor Public, Administration Fiscale, Environnement et Forêts, Travaux Publics, Ministère de la Population, Education Nationale, Santé, Communication, Forces Armées, Gendarmerie Nationale, Polices Nationale et Municipale, etc....

La Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF) et de l'Autorité de la Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ont sollicité la collaboration du BIANCO pour mobiliser le personnel de ces deux entités dans le processus de mise en œuvre des contrôles financiers et des passations de marchés publics. Une initiative louable de la part de ces entités.



Le « Manifeste d'Intégrité » : un engagement moral vis-àvis des usagers, des collègues et des administrés. A la fois, un outil qui fournit un modèle complet de bonnes pratiques dans le domaine de la lutte contre la corruption.

Les Branches Territoriales ont mené des interventions plus actives au niveau districts et des périphériques, surtout pendant la saison sèche, même si les moyens financiers mis à leur disposition sont très limités. A ce titre, sous l'impulsion de la Branche Territoriale d'Antananarivo. « Manifeste d'Intégrité » ou « Dinan'ny Fahamarinana » destiné aux hauts responsables de l'Etat a été lancé pour la première fois à Miarinarivo lors de la célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption (JILCC). le 09 décembre 2011 :

Madame le Ministre de la Justice a lu solennellement le contenu du Manifeste avant d'y apposer sa signature. Monsieur le Vice Premier Ministre chargé du Développement l'Aménagement dυ Territoire et des Hauts Responsables Locaux présents ont également publiquement signé Manifeste d'Intégrité en question lors de la cérémonie.



La Ministre de la Justice, Christine RAZANAMAHASOA (au micro) en lisant le contenu du « Manifeste d'Intégrité », à Miarinarivo

Côté douanes et impôts, une bannière anti-corruption a été insérée dans le système en réseau des douanes et des impôts.

On attend de ces activités le développement d'une culture conduisant à un changement de comportement, d'attitude et de pratique favorable à la lutte contre la corruption. La volonté d'implication des responsables ou des dirigeants, l'exemplarité des poursuites et des sanctions et l'effectivité de la mise en place des dispositifs anti-corruption constituent des éléments déterminant pour assurer l'efficacité des activités initiées.

c) Initier et/ou contribuer à la poursuite de la mobilisation des responsables locaux

En complémentarité avec les Agents de l'Etat, les responsables locaux accomplissent leurs devoirs officiels dans le secteur public même s'ils ne sont pas forcément des fonctionnaires (élus ou nommés à des postes de responsabilités).

Les secteurs et les responsables touchés par les étapes du processus de mobilisation sont les suivants : les Services Fonciers (à titre indicatif les Intercommunalités à Toamasina, Brickaville, Vatomandry et Mahanoro), les Communes (à Fianarantsoa), les Responsables Communaux dont ceux des Communes bénéficiaires des allocations financières du Fonds de Développement Local, les Responsables au niveau des Districts et des Régions.

Pendant l'année 2011, trois mille soixante quinze (3 075) responsables locaux ont suivi des séances de mobilisation personnalisée en fonction de leurs spécificités respectives.

La sensibilisation pour la redynamisation des dispositifs de dénonciation des pratiques de corruption (boîtes à doléances, comité de gestion des boîtes à doléances, etc) a également été effectuée lors des séances de mobilisation des responsables locaux. C'est l'une des expressions de la synergie des trois volets à l'instar de l'éducation, de la prévention et de l'application de la loi par le BIANCO.

d) Contribuer à la poursuite de la mobilisation du secteur privé (patronats et confédérations - travailleurs et organisations syndicales)

Presque toutes les Branches Territoriales ont pu réaliser des activités d'éducation en matière de lutte anti-corruption auprès du secteur privé au cours de l'année 2011. L'« approche congrégation » pour les trois communautés indiennes (Sunnite, Bohra et Hindou) a été poursuivie par l'équipe de la Branche Territoriale de Toamasina. Des séances de mobilisation du personnel à la lutte contre la corruption ont été tenues dans différentes localités, entre autres, auprès de la Société Fanalamanga à Moramanga, la JIRAMA à Antsiranana, l'ACCES Banque, l'Entreprise SALAMA, les Chambres de Commerce, le Sendikan'ny Kristianina Malagasy et la Société de Télécommunication Telma à Antananarivo et la Société Tiavo, le Groupe Austral et les Etablissements Hôteliers à Fianarantsoa.

Au total, mille trois cent soixante (1 360) personnes ont suivi les différentes séances susmentionnées pendant l'année 2011.

e) Contribuer à la poursuite de la mobilisation de relais (OSC, leaders d'opinion, media, confessions religieuses...) d'éducation du public, de veille et d'interpellation

La mobilisation de relais d'éducation en matière de lutte anti-corruption se poursuit en tant qu'activité permanente du BIANCO: dynamiser et redynamiser les entités relais en tant que partenaires du Bureau, relayer l'éducation en matière de lutte contre la corruption auprès de leurs membres, de leurs partenaires ou de leurs réseaux d'appartenance et du public. Ces entités ont reçu les latitudes nécessaires pour la détermination et la conduite de leurs activités respectives. Par contre, le BIANCO se trouve dans l'obligation permanente de renforcer leur capacité et leur compétence en matière de Lutte Contre la Corruption et de vulgarisation des dispositifs anti-corruption.

Concernant particulièrement les médias :

- des renforcements de compétences ont été menés pour l'association des journalistes de la Région Atsimo Andrefana;
- des animateurs d'antennes à Toamasina, à Moramanga et à Fenoarivo Atsinanana et de Miarinarivo ont bénéficié de renforcement de compétences en matière de Lutte Contre la Corruption;
- une convention de partenariat est en cours de finalisation avec la Chaîne de Télévision et de radio nationales TVM/RNM Soatalily, à Toliara ;
- des articles sur la Lutte Contre la Corruption ont été diffusés dans les magazines mensuels « Ny Sakaizan'ny Tanora » et « Mpamangy » de l'Eglise Luthérienne Malagasy.

Ces entités relais sont à la fois des partenaires pour la mise en œuvre des activités d'éducation de la population à la Lutte Contre la Corruption et pour la mobilisation du public en matière de veille et d'interpellation. Des renforcements de compétences et des plaidoyers allant dans ce sens ont été réalisés au cours de l'exercice 2011 et seront poursuivis pour les années à venir.

Des plans d'actions ont été établis avec les Organisations de la Société Civile (OSC), les confessions religieuses et les leaders d'opinion. Ces plans contiennent, entre autres, des activités de mobilisation de la population et des secteurs à la Lutte Contre la Corruption, d'une part, et celles d'initiation, de veille et d'interpellation, d'autre part.

Les entités et partenaires suivants ont collaborés étroitement avec le BIANCO au cours de l'année 2011 : le Conseil Régional de la Jeunesse d'Analamanga, l'Organisme Non Gouvernemental DIORANO

Wash, la Plate-forme de la Société Civile sur la thématique environnement, le Synode FJKM de la Région Diana, les fidèles et les diacres de la paroisse SIRAMA à Ambilobe, les acteurs locaux du secteur minier à Moramanga, les élèves pasteurs et les élèves catéchistes du Synode Régional FJKM de Matsiatrasoa et les onze (11) Communes Rurales de Matsiatra Ambony pour l'opérationnalisation des structures de veille et d'interpellation.

Dans diverses régions de l'île, des séances de mobilisation des partenaires ont été effectuées pour que ces derniers puissent assurer le relais auprès des entités étatiques, privées, confessionnelles, traditionnelles, notables, etc.

Les activités suivantes ont été initiées et/ou réalisées au cours de l'exercice 2011 pour la mobilisation des partenaires en matière de veille et d'interpellation :

- sensibilisation des entités sensibles ciblées, entre autres, les grands projets miniers ;
- production des émissions radiodiffusées pour les communes partenaires de Saha Betsileo
- conception d'un support technique intitulé « Torolàlana ho an'ireo mpitarika fikambanana manao fanentanana momba ny ady amin'ny kolikoly » ou littéralement « guide pour les leaders d'associations sensibilisatrices en matière de lutte contre la corruption » par l'équipe de la Branche Territoriale de Fianarantsoa;
- conclusion d'une convention de partenariat entre la Branche Territoriale de Toliara et le « Young Men's Christian Association » pour relayer et pérenniser les activités d'éducation réalisées.

f) Contribuer à la redynamisation de la lutte contre la corruption sur les axes routiers

Cette activité démontre la synergie entre les trois volets de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption : l'Education, la Prévention et la Mise en application de la loi (Investigation). Une volonté manifeste a été remarquée pendant la mise en œuvre de cette activité par l'implication de toutes les parties prenantes, entre autres, le Ministère chargé du Transport et les Ministères de Tutelle Technique, le BIANCO, l'Agence de Transport Terrestre, la Gendarmerie Nationale, la Police Nationale, la Police Municipale, les Coopératives des transporteurs, les Usagers de la route, les Sociétés Civiles, les Représentants des voyageurs et les Responsables des Communes.

Concernant l'éducation, le processus consiste à conscientiser les usagers de la route et les Agents de la circulation sur les méfaits des pratiques de corruption dans les axes routiers en vue de les inciter à adopter des comportements de refus de la corruption. Ce processus se présentait par la mise en place de comité de suivi dans les zones reculées et la redynamisation des comités locaux pour la régulation de la circulation et la Lutte Contre la Corruption.

Des conventions de collaboration, assorties de plan d'actions, ont été conclues par les Branches Territoriales de Toamasina et de Fianarantsoa respectivement avec les entités concernées directement aux activités de lutte contre la corruption sur les axes routiers et des Associations et d'un Organisme non Gouvernemental œuvrant à titre de relais dans l'éducation de masse.

Des supports pédagogiques ont été produits et distribués pendant la mise des activités en œuvre correspondantes, entre autres, deux mille (2 000) autocollants, trente (30) panneaux mobiles, cinquante (50) brochures. Dix (10) panneaux gravés de message de mobilisation « HALTE A LA CORRUPTION » ont été placés auprès des endroits de contrôle des Agents de la circulation sur les axes routiers dans sept (7) localités du ressort de la Branche Territoriale de Fianarantsoa. Des panneaux géants fixes de mobilisation à la lutte contre la pratique de corruption sur les axes routiers ont également été installés à l'entrée et à la sortie des villes de Toamasina et de Mahajanga.



Un des panneaux géants fixes de mobilisation à la lutte contre la pratique de corruption sur les axes routiers installé à l'entrée de la ville de Mahajanga

g) Contribuer à l'élaboration et/ou à l'appropriation des secteurs au code de conduite

Presque tous les secteurs prioritaires possèdent à l'heure actuelle un code de conduite. La vulgarisation et l'appropriation des codes de conduites au profit de leur personnel respectif sont en cours pour la majorité des secteurs. Certains ont pris l'initiative de poursuivre à l'interne le processus, à savoir, l'Administration Pénitentiaire, l'Administration Judiciaire, la Gendarmerie Nationale, l'Administration Douanière et l'Administration Fiscale.

Le code de conduite de l'Armée Malagasy est en cours de finalisation. Il sera édité en deux mille cinq cents (2.500) exemplaires au début de l'exercice 2012.

De son côté la Gendarmerie Nationale se prépare pour entamer le processus du mouvement éthique, mis à part la mise en application de son code de conduite, avec l'équipe de la Branche Territoriale d'Antananarivo.

L'Administration Judiciaire poursuit l'appropriation de son Code et continue la mise en place des Conseils de Conduite dans les juridictions.



Appropriation du Code de Conduite au niveau de la chancellerie du Ministère de la Justice

Le code de conduite du personnel du BIANCO a été Des séances réactualisé. d'appropriation de son contenu ont été tenues pour l'ensemble du personnel de la Direction Générale et des six Branches Territoriales. nouvelle version a été éditée en trois cents (300) exemplaires et distribuée à chaque agent du Bureau lors de chaque séance d'appropriation. Les conseils de conduite y afférents ont été mis en place auprès de la Direction Générale et de chaque Branche Territoriale du Bureau au cours de l'exercice 2011.



Séances d'appropriation (par groupe) du Code de Conduite du personnel du BIANCO

La Branche Territoriale de Fianarantsoa a conçu un « torolalana ho fitaovam-panentanana amin'ny fampitompoana ny fitsipi-pitondrantena » ou « guide de sensibilisation en appropriation des codes de conduites ». La validation et la vulgarisation de ce guide seront programmées pour 2012.

h) Appuyer les entités du secteur privé à la mise en œuvre des stratégies et à l'adoption de la culture de transparence et d'intégrité (code de conduite, principes d'affaires,...)

Des séances de plaidoyer ont été menées auprès de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Nossy-be pour sensibiliser leurs membres du bureau et leurs agents en matière de lutte contre la corruption. La Branche Territoriale de Toliara a participé à la conférence débat organisé par le « Catholic Relief Services » (CRS) sur les risques de corruption dans l'exploitation des grandes mines.

Les activités initiées avec la Chambre de Commerce de Toamasina sont suspendues à cause du départ précipité de son Premier Responsable jusqu'à rétablissement de la situation normale. Le Syndicat des Industries de Madagascar, avec l'appui de la Branche Territoriale d'Antananarivo, a formalisé son code de conduite des affaires. Il a exprimé solennellement l'engagement de ses membres par la signature de l' « Engagement d'intégrité » lors de la célébration de la Journée de l'Industrialisation de l'Afrique, le 21 Novembre 2011.

Les membres du SIM ont fait la queue pour signer l' « Engagement d'Intégrité »

i) Appuyer les projets de développement pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption et l'adoption de la culture de transparence et d'intégrité

Le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), le Fonds de Développement Local (FDL) et la Fondation TANY MEVA ont été les principaux organismes de développement qui ont collaboré directement avec le BIANCO pendant l'exercice 2011.

Les activités programmées avec le FDL pour la première année de la convention ont été réalisées sans incidence majeure. Ainsi, les séances de mobilisation des Maires, des Responsables des Services Territoriaux Déconcentrés et des Prestataires des cent quarante huit (148) communes concernées par l'appui du FDL ont été tenues au cours de l'année 2011. Quatre cent dix neuf (419) Responsables, répartis dans toute l'île ont participé aux séances. Le code de conduite du personnel du FDL et les supports techniques (Brochures, affiches et guides) y afférents sont en cours d'élaboration avec l'appui technique de l'équipe de la Branche Territoriale d'Antananarivo.

La Fondation TANY MEVA, avec l'appui de la Branche Territoriale de Toliara a poursuivi la mise en œuvre des activités inscrites dans le plan d'actions. Ces activités ont été arrêtées conjointement lors de la conclusion de la convention de partenariat tenue le 24 février 2011 entre la Fondation TANY MEVA, le Global Environment Fund / Small Grants Program (GEF/SGP) Madagascar et le BIANCO.

Douze (12) séances de mobilisation des dirigeants d'entreprises pré sélectionnées pour l'exécution des travaux financés par le FID ont été tenues à Toliara pour cent trois (103) participants. Des agences d'exécution des travaux financés par le FID ont également reçu les mêmes séances de mobilisation à la lutte contre la corruption à Ambovombe. à Toliara, à Manakara et à Fianarantsoa.

Les membres du personnel du « Economic Development Board of Madagascar » (EDBM), les agents des communes de la Région Alaotra Mangoro, en partenariat avec le Bassin Versant du Lac Alaotra (BVLAC) et le Programme National Foncier (PNF) ont reçu l'appui des Branches Territoriales du BIANCO en terme de renforcement de compétences et de mobilisation en matière de lutte anticorruption.

j) Mener des activités de plaidoyers à l'insertion de la dimension de lutte contre la corruption dans le cursus d'études et de formation

La culture anti-corruption sera intégrée dans le programme scolaire des écoles primaire et secondaire grâce à la collaboration entre le BIANCO et l'Office de l'Education de Masse et de Civisme du Ministère de l'Education Nationale (OEMC/MEN). Des guides et manuels y afférents seront édités au début de l'année 2012. Un arrêté ministériel portant officialisation de ces programmes scolaires sera également promulgué et publié au cours de l'année prochaine.

Pour les Enseignements Universitaires et Supérieurs, la démarche est conçue en fonction des besoins exprimés par les Etablissements. Ainsi, a été conclue une convention spécifique entre la Branche Territoriale du BIANCO et l'Institut de Formation Technique à Mahajanga. Des séances de formation par promotion en matière de corruption et des infractions assimilées, en référence avec le Code de Conduite pour le personnel de la Gendarmerie Nationale ont été dispensées chaque année à l' Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale (ESGN) de Moramanga et d'Ambositra. Des Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique (CRINFP) ont été ciblés par le BIANCO pour le développement de module anti-corruption dans le cursus de formation.

L'Institut de Formation Technique (IFT) de Mahajanga et la branche territoriale du BIANCO à Mahajanga ont signé une convention de partenariat pour l'élaboration d'un curriculum mobilisant trois cents (300) étudiants et responsables. Cette démarche est en cours de mise en œuvre pour le Centre

de Formation Technique et Professionnelle Don Bosco et l'Institut de Formation Inter-Régionale des Paramédicaux et l'Institut de Formation Technique à Fianarantsoa.

k) Mobiliser les élèves, les étudiants et les futurs agents de l'état au processus de changement de comportement contre la corruption

Plusieurs milliers d'élèves, issus d'une dizaine d'établissements secondaires (publics et privés), regroupés en réseaux d'honnêteté et d'intégrité au sein de leur établissement respectif, ont reçu des séances d'appui du BIANCO sous diverses formes : plaidoyer, mise en place des réseaux, sensibilisation sur la Lutte Contre la Corruption, concours artistiques, projection de films, mobilisation et/ou redynamisation, etc....

Des réseaux ont été aussi institués auprès des Conseils Communaux de la Jeunesse et du Centre Régional de l'Institut National de Formation Pédagogique dans la circonscription de la Branche Territoriale du BIANCO à Toliara.

Dans les milieux universitaires (Instituts/Universités publics et privés), les étudiants ont reçu des séances d'information et de mobilisation à la lutte contre la corruption. Toutefois, les fréquentes manifestations de grèves auprès des établissements supérieurs publics devenaient des facteurs de blocage à la mise en œuvre des activités.

Des séances de mobilisation à la lutte contre la corruption ont été menées auprès des établissements de formation des futurs agents de l'Etat, notamment aux Instituts de paramédicaux, aux Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique, à l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale, à la « SEkolin'ny Mlaramilam-Plrenena » (SEMIPI), à l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM), à l'Institut National de Formation Administrative (INFA), aux Centre de Formation de la DGI, etc.....



Les élèves de l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) se mobilisent contre la corruption

Plusieurs établissements privés de formations professionnelles ont également bénéficié des séances de mobilisation en Lutte Contre la Corruption partout dans l'île, entre autres :

- l'Ecole des Sages Femmes et des Infirmiers Saint François d'Assise d'Ankadifotsy,
 l'Université Catholique de Madagascar et les établissements de formations théologiques et confessionnelles FJKM, FLM et Catholiques;
- le groupement des jeunes du «Young Men's Christian Association» de Toliara et le Mouvement International des Etudiants Catholiques (MIEC) à Mahajanga ;
- l'Institut Islamique de Madagascar à Antohomadinika Antananarivo, avec ses deux cents (200) étudiants.

La célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption, le 09 décembre 2011, a été une opportunité pour l'implication des élèves et des étudiants dans le processus de mobilisation au processus de changement de comportement contre la corruption dans toutes les Branches Territoriales du BIANCO.



Les élèves du lycée d'Enseignement Général de Miarinarivo se regroupent en réseau pour lutter contre la corruption

1) Conserver et archiver les réalisations et les acquis

Les Branches Territoriales ont renforcé la conservation et l'archivage des réalisations et des acquis en version physique et électronique pour la médiatisation des activités.

A titre d'exemple, la Branche Territoriale d'Antananarivo a archivé en DVD et en version physique le déroulement et les supports utilisés lors de la célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption du 09 décembre 2011. Elle a capitalisé les acquis et développé les supports : dépliant en 8 volets édité en onze mille cinq cents (11 500) exemplaires, mille (1 000) bloc-notes, mille (1 000) affiches, mille (1 000) stylos personnalisés et mille (1 000) insignes personnalisés valorisant la culture anti-corruption.

La Branche Territoriale d'Antsiranana a archivé, entre autres, trois (03) interviews en missions, deux (02) émissions radios et deux (02) archives photographiques de réseaux d'honnêteté et d'intégrité. Elle a aussi conservé des photos et des séquences vidéo prises dans les quatre (4) districts de la Région de la SAVA, dans la commune d'Anivoriano et dans la ville d'Antsiranana.

Pour une meilleure qualité des supports produits, la Branche Territoriale d'Antananarivo a recruté spécialement, pour un contrat de six mois, un consultant concepteur « designer » en support d'éducation audio-scripto-vidéo.

m) Partager les expériences et les acquis entre les Branches Territoriales et la Direction Générale

Des formations en interne et des échanges d'expériences ont été effectuées à Antsiranana, à Toliara et à Mahajanga par le Directeur Territorial de la Branche d'Antananarivo. Les séances ont été axées principalement sur les activités du volet investigation mais ont également touchées les deux autres volets de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, notamment, les volets Education et Prévention.

Les Divisions Education Prévention des Branches Territoriales d'Antananarivo et de Toamasina ont participé à l'atelier d'information/sensibilisation sur les risques de corruption dans le secteur minier, organisé conjointement par le projet TARATRA/CEM/CRS.

5.2 - Volet Prévention

La participation du BIANCO aux manifestations sociales et culturelles organisées par les partenaires est une forme d'intégration et de préparation de terrain pour tisser des liens de confiance avec les Entités Clientes et le public. Ainsi, le Bureau a contribué à la campagne de lancement officiel du reboisement 2011 dans la Région Atsimo Andrefana à Andranohinaly et dans la Région Haute Matsiatra à Alakamisy Itenina.

Les Branches Territoriales ont aussi participé aux manifestations techniques et professionnelles organisées par les partenaires, telles que, les Forums Régionaux Fonciers tenus à Mahajanga, Toamasina II, Brickaville, Vatomandry et Mahanoro.

Le 09 Décembre 2011, chaque Branche Territoriale du BIANCO a procédé à la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (JILCC) dans leur circonscription respective par la mobilisation de la population et des autorités locales d'une part, et par la réalisation des différentes manifestations et activités telles que : Morengy Watsa, animation des jeunes par radio crochet, Exposition, Conférence-débat, Carnaval, Projection de Film et Spots relatifs à la lutte contre la corruption, Hira Gasy, Concours Kabary, Poèmes et Sketch et Concours de meilleures organisations de travail (Standards de services), d'autre part.



Carnaval à Anstiranana lors de la Journée International de la Lutte Contre la Corruption, le 09 décembre

Quelques membres de l'équipe opérationnelle du volet Prévention ont participé à des séances de renforcement de capacité sur :

- les procédures douanières, organisées à Antananarivo par les Directions Générales des Douanes et de la Société Gasy Net, du 20 au 22 juin 2011 ;
- l'audit des marchés publics et l'audit de la corruption dans les marchés publics, en visioconférence avec l'équipe du Cabinet KOST group de Paris en France, pendant une semaine, du 11 au 18 juillet 2011.

Le BIANCO a participé activement à l'exposition organisée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) dans les locaux de l'Hôtel de la Poste à Antsiranana lors de la célébration de la Journée Africaine de la Statistique.

a) Revue de systèmes et analyse des procédures

Pour l'année 2011, le Bureau a effectué onze (11) travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures des services publics, notamment dans les secteurs : Mines, Aéroport International, Communes, Axes Routiers, Environnement, Service Foncier, Douanes et Justice (Administration Pénitentiaire et Tribunal de Première Instance), Santé et Commerce.

Par ailleurs, une convention de partenariat avec la société SALAMA a été conclue par la Branche Territoriale d'Antananarivo en vue de redresser les défaillances des procédures en place et de cerner les risques de corruption et des infractions assimilées y afférents.

- Procédures d'attribution de parcelle forestière

La Société Fanalamanga figure parmi les partenaires ciblés de la Branche Territoriale du BIANCO à Toamasina pour l'année 2011. Un projet de convention de collaboration a été soumis aux dirigeants de ladite Société à l'issue des réunions préalables et des travaux de revue préliminaire effectués sur place. Le ministère de tutelle a donné son accord pour la conclusion de cette convention et la mise en œuvre des activités proposées dans le plan d'actions y afférent. Le démarrage des travaux n'a pas pu être entamé en 2011 pour des raisons d'ordre technique.

- Procédures de recouvrement des amendes prononcées par les Tribunaux

Les travaux ont concerné principalement les secteurs Justice et Trésor Public de Fianarantsoa. Le projet de rapport relatant les défaillances et les risques de corruption sur les procédures de recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux est en cours de validation.

- Procédures d'octroi de liberté provisoire

Les travaux de revue préliminaire et d'analyse des procédures d'octroi de liberté provisoire ont été réalisés avec les Procureurs, les Présidents et les Greffiers des Tribunaux et les Responsables de la Direction Inter Régionale de l'Administration Pénitentiaire à Antsiranana, Ambanja et Ambilobe. Les textes législatifs et réglementaires ainsi que les informations complémentaires nécessaires à l'analyse ont été recueillis lors de ces travaux.

Des entretiens avec les usagers ont été effectués pour tester la fiabilité des informations recueillies et s'assurer de la conformité des pratiques par rapport aux procédures formelles, d'une part, et pour identifier les pratiques usuelles de corruption et d'infractions assimilées et cerner les risques y afférents, d'autre part. Le rapport d'analyse de ces procédures est en cours de finalisation.

- Procédures de vente aux enchères publiques au niveau des bureaux de douanes

Les travaux d'analyse des procédures de vente aux enchères publiques des objets saisis par le Bureau des recettes des Douanes de Toamasina sont en cours.

La collecte des informations et la revue de l'existant auprès de la Direction d'Exploitation de la Société Madagascar International Container Terminal System Limited (MICTSL) à Toamasina ont été effectuées en 2011.

Par contre, les travaux de revue et d'analyse des procédures auprès de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Toamasina ont été bloqués à cause du départ définitif de son Premier Responsable.

Procédures de reconnaissance de terrains domaniaux

La revue des procédures de reconnaissance de terrains domaniaux, le recueil des textes y afférents et les tests de vérification de la conformité des pratiques sur place ont été effectués dans la circonscription

d'Antsiranana, en collaboration étroite avec le Receveur des Domaines, le Directeur de l'Aménagement de Territoire et le Chef de service de la Circonscription Topographique (CIRTOPO) à Antsiranana.

Outre les réunions de travail tenues avec ces responsables suscités, une réunion technique a été organisée spécialement avec les techniciens de la Circonscription Domaniale (CIRDOMA) d'Antsiranana aux fins d'appréhender les contraintes et les difficultés rencontrées ainsi que les risques de corruption et des infractions assimilées enregistrés dans leur milieu de travail. Des descentes sur place ont été initiées pour apprécier les réalités sur terrains.

Le rapport relatif à ce chantier est en cours de finalisation.

- Analyse des risques de corruption relatifs à la circulation urbaine et aux grands axes routiers

L'analyse des risques de corruption relative à la circulation urbaine et aux grands axes routiers a été confiée à un consultant national individuel. Cette étude a été effectuée auprès des Communes de Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahasoa, Ifanadiana, Ambositra et Ihosy.

Les travaux y afférents et le rapport correspondant ont été achevés. Un plan d'actions a été élaboré pour l'année 2012 afin de mettre en œuvre les recommandations proposées.

- Revue du système de perception des Quittances des Marchés et analyse des Procédures de recouvrement des recettes publiques y afférentes

Les travaux de revue du système de perception des quittances des marchés et d'analyse des procédures de versement dans la caisse de la Commune Urbaine de Mahajanga ont été achevés. Le rapport y afférent est en cours de finalisation.

- Procédures auprès de l'Aéroport International d'Ivato - Bureau de Douanes

Des réunions de coordination avec les entités oeuvrant au sein de l'Aéroport International d'Ivato ont été tenues en vue de la reprise des travaux d'analyse des procédures suspendus depuis l'avènement de la crise politique de 2009.

Des travaux initialement prévus ont été pris en considération lors de la réactualisation du plan d'actions pour la relance des activités auprès de cet Aéroport, notamment, la conception et la mise en place des dispositifs des standards de services, la mise à jour du dépliant portant les informations utiles destinées aux voyageurs internationaux, la confection des affiches de mobilisation du public et des responsables du secteur à la lutte contre la corruption.

- Procédures d'exportation des produits miniers (pierres précieuses, pierres fines et métaux précieux

Les travaux relatifs à la revue et à l'analyse des procédures d'exportation des produits miniers ont été réalisés au cours de l'année 2011, notamment, la revue des procédures et l'étude des textes et des documents appartenant à l'Institut de Gemmologie de Madagascar (IGM) et l'analyse diagnostique des procédures relatives à l'exportation des produits miniers auprès de la Direction des Mines.

Actuellement, le projet de rapport présentant les défaillances du système identifiés, les risques de corruption encourus et les recommandations pour y remédier, est en attente de validation auprès des responsables concernés.

Procédure de recouvrement des redevances et ristournes sur les substances minières

Depuis l'année 2010, la Branche Territoriale de Toliara a réalisé des travaux de revue du système et d'analyse des procédures de recouvrement des redevances et des ristournes sur les substances minières auprès des communes bénéficiaires du projet QMM (Mandromodromotra, Ampasy Nahampoana et Soanierana de la Région Anosy).

Un atelier de validation du rapport y afférent a été tenu avec les principaux acteurs concernés, notamment, le Qit Minerales Madagascar (QMM), les Communes bénéficiaires, les Services Déconcentrés des Mines et des Douanes et le secteur Portuaire.

En outre, des sollicitations ont été reçues par le BIANCO pour l'amélioration des procédures au niveau des services chargés respectivement :

- du remboursement des soins médicaux du personnel de la Direction Régionale de la Santé (DRS) à Fianarantsoa. Cette étude a été démarrée en 2010 et reprise au cours de l'année 2011, à cause du changement des responsables de la DRS;
- de l'octroi de carte professionnelle pour les agents de contrôle de commerce : cette activité a été initiée depuis le troisième trimestre de l'année 2011 et les travaux sur terrain y afférents sont en cours de finalisation.

b) Accompagnement des entités cibles à la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures

Pendant l'année 2011, quatorze (14) entités ont bénéficié de l'appui du Bureau dans la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue de système et d'analyse des procédures.

- Procédures de la visite technique des véhicules et de la sécurité routière

Une séance de restitution des résultats des travaux de revue du système et d'analyse des procédures relatives à la visite technique des véhicules et la sécurité routière a été tenue auprès des responsables de la Direction Générale de la Sécurité Routière à Antananarivo, le 03 août 2011. Un plan de mise en œuvre des recommandations proposées est en cours d'élaboration.

Procédures de perception des recettes communales

En général, la mise en œuvre des recommandations d'audit a apporté des améliorations sur l'organisation et principalement sur la recette des Communes.

Des dispositifs anti-corruption convenus dans le plan d'accompagnement de la Commune Urbaine et la Commune Suburbaine de Toamasina ont été appliqués. Ces activités cadrent dans la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la revue de système et des procédures de perception des recettes communales.

Pour les cas des Communes de Fenoarivo Atsinanana et de Brickaville, une convention de partenariat a été signée avec le BIANCO pour l'accompagnement de ces entités dans la mise en œuvre des recommandations. Des missions y ont été organisées pour s'assurer de l'effectivité et de l'évolution de la situation d'avancement des travaux de mise œuvre des recommandations conformément au plan de redressement établi.

Pour la Commune Rurale d'Antanamitarana et le District d'Antsiranana II, deux réunions de travail ont été effectuées respectivement avec le Maire et avec le Comité de Suivi de la mise en œuvre des

recommandations. Ce comité est composé par le personnel de la commune et les conseillers municipaux, pour procéder au contrôle de l'avancement des activités convenues. A cet effet, un rapport sur l'avancement des travaux de mise en œuvre des recommandations a été établi et présenté au Comité de Suivi pour finalisation et validation.

- Procédures du Guichet Unique des Domaines

Un plan d'actions concerté avec les responsables du Guichet Unique des Domaines à Fianarantsoa a été arrêté en vue d'améliorer les procédures en vigueur et appliquées par cette entité. Le Bureau a accompagné ce Guichet pour mettre en place et opérationnaliser les dispositifs anti-corruption convenus. Des réunions périodiques de suivi et de réorientation ont été tenues pour la bonne marche des activités entreprises.

Un point de presse et une émission Télévisée de 15 minutes ont été réalisés pour informer le public sur les mesures de prévention de la corruption mises en place auprès de ce Guichet Unique des Domaines.

- Procédures d'octroi de certificat foncier et gestion des frais

Deux ateliers de restitution des résultats des travaux de revue et d'analyse des procédures d'octroi de certificat foncier et de gestion de frais ont été réalisés auprès des Centres d'Appui aux Communes (CAC) de Maevatanana et de Marovoay. Neuf (09) Guichets fonciers ont pu bénéficier des appuis du Bureau en la matière. Ces ateliers ont permis l'établissement d'un plan d'actions dont dix neuf (19) recommandations ont été arrêtées pour cerner les risques de corruption et pallier aux dysfonctionnements constatés. A la fin de l'année 2011, la mise en application des onze (11) recommandations sur les dix neuf (19) approuvées initialement ont été suivies auprès des guichets concernés.

Les usagers ont bénéficié d'une séance d'information sur les dispositifs anti-corruption mis en place.

Un rapport de suivi de l'application de ces mesures a été établi.

- Procédures dans des communes

L'application des recommandations a concerné les communes de Toamasina I, Toamasina Suburbaine, Fenoarivo Atsinanana et Brickaville, suivant les plans d'actions convenus. Des mesures ont été prises pour pallier les défaillances du système de contrôle des recettes de marché, entre autres, le renforcement de l'effectif des contrôleurs, la réorganisation des travaux des percepteurs de tickets, la réalisation des émissions de sensibilisation....

- Procédure de recouvrement des redevances et ristournes sur les substances minières

Une réunion technique pour la détermination des modalités d'application des recommandations émises par le Bureau a été organisée avec les premiers responsables des entités suivantes : Région Anosy, District Taolagnaro, Commune Urbaine de Taolagnaro, Communes Rurales d'Ampasy Nahampoana et de Mandromondromotra, Société Qit Minerales Madagascar, Direction Régionale des Mines, Bureau des recettes des Douanes, Société d'Exploitation Portuaire, Trésor Public, Sociétés de Transit, Direction Régionale du Ministère de l'Environnement, Office Nationale pour l'Environnement, Programme de Gouvernance et des Ressources Minières, Pôles Intégrés de Croissance, Organisations de la Société Civile, Police Nationale et Gendarmerie Nationale.

Un atelier de validation du plan d'actions y afférent a été réalisé dans la région Anosy au cours du dernier trimestre 2011 et un Comité de Pilotage a été institué pour coordonner et dynamiser la mise en œuvre des recommandations approuvées.

c) Assistance aux concours administratifs

Un atelier de présentation des dispositifs de prévention de la corruption dans les organisations des concours administratifs a été organisé conjointement avec le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois sociales, le 03 mars 2011 à Antananarivo. Cet atelier a également été mis à profit pour promouvoir le guide des bonnes pratiques, édité spécialement pour les responsables des entités organisatrices de concours.



Vue d'ensemble des participants à l'atelier

Un autre conférence-débat sur le même thème a été organisé le 06 juin 2011 à Fianarantsoa, en collaboration avec la Direction Interrégionale de la Fonction Publique du Travail et des Lois Sociales, et le Centre d'Echanges et de Documentations Inter Institutionnelles (CDEII).

Des cérémonies de signature de conventions de partenariat dans la réalisation des concours administratifs ont été effectuées avec :

- l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) le 5 janvier 2011 pour les concours d'entrée de la promotion de l'année 2011 et le 15 novembre 2011 pour la promotion de l'année 2012:
- le Ministère des Forces Armées pour le recrutement de soixante (60) élèves officiers à l'Académie Militaire (ACMIL), le 27 mai 2011 ;

A la fin de l'année 2011, douze (12) entités ont bénéficié de l'assistance du BIANCO dans la réalisation de leur concours, notamment :

- l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM);
- l'Ecole Nationale d'Enseignement Maritime (ENEM);
- la Commune Urbaine d'Antananarivo pour le recrutement des sapeurs pompiers et Polices Municipales ;
- le Garage Administratif de Fianarantsoa;
- le Ministère de l'Enseignement Supérieur et des Recherches Scientifiques (MESRS) pour l'organisation de l'examen du Baccalauréat 2011 ;
- l'Académie Militaire (ACMIL) d'Antsirabe lors du concours de recrutement de 60 élèves officiers au titre de la XXXVème promotion ;

- l'Institut National de la Santé Publique et Communautaire (INSPC) de Mahamasina :
- l'Institut National de Formation Administrative (INFA) et l'Institut National de la Statistique (INSTAT) pour le recrutement de vingt cinq (25) élèves adjoints techniques et vingt cinq (25) élèves assistants techniques de l'INSTAT;
- l'Institut Malgache de la Technique de la Planification (IMATEP) pour le recrutement de trente (30) percepteurs principaux et guarante (40) comptables de trésor public ;
- L'Institut National de Jeunesse pour le recrutement de trente (30) élèves Coordonnateurs et de trente (30) élèves coordonnateurs adjoints des activités de la Jeunesse ;
- L'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP), pour le recrutement des agents pénitentiaires, greffiers comptables et contrôleurs de l'administration pénitentiaire ;
- Le Projet Global Alliance pour la Vaccination et l'Immunisation (GAVI) à Antsiranana pour la présélection des médecins et des paramédicaux;

d) Appui aux secteurs pour la mise en place et la mise en application des dispositifs anti-corruption, des standards de services et des normes d'accueil des usagers

Au cours de l'année 2011, des séances d'appropriation des élus et des responsables des Services Techniques Déconcentrés sur la mise en place de standard des services ont été tenues dans chaque circonscription des six (6) Branches Territoriales du BIANCO. L'objectif est de renforcer l'implication de ces responsables pendant le processus de réalisation des activités y afférentes et surtout d'assurer la pérennisation des dispositifs anti-corruption mis en place.

Dans le cadre de la collaboration avec le Fonds pour le Développement Local (FDL), le Bureau a également procédé à la tenue de ce processus préliminaire à la mise en place des dispositifs de standard des services auprès des Communes cibles du Projet. Une séance d'appropriation des hauts Responsables du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD) sur la lutte contre la corruption a été réalisée au titre du démarrage du processus de mise en œuvre de la convention de partenariat établie.

Pendant les différentes descentes sur terrain, le Bureau a apporté son appui dans la conception des supports sur la prévention de la corruption dans divers services. Un comité de suivi a été constitué au niveau de chaque entité visitée pour d'éventuelle mise à jour de ces documents techniques.

Des séances d'information des usagers des services publics sur les mesures de prévention de la corruption ou d'autres dispositifs mis en place ont été réalisées : séance d'information directe, intervention audio ou télé ou sous d'autres formes.

Pour les entités déjà en collaboration avec les Branches Territoriales, des actions de suivi et d'évaluation ont été entreprises afin de mesurer l'effectivité de la mise en application des dispositifs mis en place et d'apporter des améliorations pour cerner les risques de corruption y afférents.

A la fin de l'année 2011, deux cent trente cinq (235) Services Territoriaux Déconcentrés sur les deux cent soixante six (266) programmés et cent neuf (109) Collectivités Territoriales Décentralisées sur les quatre vingt dix sept (97) escomptées ont collaboré avec le BIANCO pour la mise en place et l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption. Ces résultats ont été obtenus grâce aux activités d'intensification et de renforcement de l'appropriation des responsables sur le processus et surtout à la constitution des comités de suivi pour la pérennisation des mesures entreprises.

Le tableau ci-après récapitule la répartition des Services Territoriaux Déconcentrés (STD) et Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) appuyés par le Bureau pendant l'année 2011 :

Tableau 1 : Liste des CTD et STD bénéficiaires des appuis du BIANCO au cours de l'année 2011

REGION	LOCALITE	Nb STD	Nb CTD
ALAOTRA MANGORO	Moramanga, Ambatondrazaka, Amparafaravola, Andilamena	26	4
ATSINANANA	Brickaville, Vatomandry, Mahanoro, Toamasina	12	3
ANALANJIROFO	Fénerive Est, Soanierana Ivongo, Vavatenina, Mananara Nord, Maroantsetra	11	5
ANALAMANGA	Ambohimiandra, Anjozorobe	2	1
ANOSY	Fort Dauphin	7	0
ATSIMO ANDREFANA	Toliara , Ampanihy, Benenitra, Ankazoabo, Betioky, Ejeda, Sakaraha, Morombe, Betsinjaky	47	24
ATSIMO ATSINANANA	Farafangana	14	1
AMORON'I MANIA	Ambositra	2	0
ANDROY	Ambovombe	3	1
BETSIBOKA	Maevatanana	1	1
BOENY	Mahajanga, Namakia	2	0
BONGOLAVA	Ankazobe	3	1
DIANA	Nosy Be, Ambilobe, Antsiranana, Ambanja	31	13
MATSIATRA AMBONY	Fianarantsoa	19	40
VAKINAKARATRA	Antsirabe	5	2
SOFIA	Analalava, Mampikony, Antsohihy, Port Bergé, Mitsinjo, Soalala	11	6
SAVA	Vohémar, Antalaha, Andapa, Sambava	25	7
VATOVAVY FITOVINANY	Manakara	14	0
TOTAL		235	109

e) Elaboration et vulgarisation des guides de bonnes pratiques pour les agents publics et les usagers

- Guide de bonnes pratiques dans la Passation des Marchés Publics

Une réunion technique a été tenue avec des Responsables de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour déterminer le contenu du guide. Des études et analyse des textes et des documents y afférents ont été effectuées. Ce guide est en cours de finalisation à l'heure actuelle.

- Guide relatif à la mise en place des standards de services au niveau des Communes

Afin d'assurer la pérennisation des activités de mise en place des dispositifs anti-corruption, le Bureau a élaboré un Guide destiné aux Communes. Ce guide a été validé conjointement avec le projet FDL et sera édité en deux cents (200) exemplaires au début de l'année 2012.

- Guide de bonnes pratiques pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs

Un guide de bonnes pratiques pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs a été édité en cent (100) exemplaires pour servir d'outils de travail aux responsables publics. La promotion de ce guide a été lancée lors de l'atelier tenu conjointement avec le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales à Antananarivo, le 03 Mars 2011.

Plus spécifiquement à Manakara et à Fianarantsoa, deux conférences ayant comme thème « la prévention de la corruption dans les concours administratifs » ont été organisées à l'intention des responsables des Services Techniques Déconcentrés, des étudiants, des notables et du public intéressé. Plus de trois cent (300) participants ont assisté à ces conférences.

Guide relatif à l'utilisation des subventions d'investissement :

En collaboration avec le Fonds pour le Développement Local, ce guide constitue un outil de prévention de la corruption au niveau des communes bénéficiaires des subventions allouées par le FDL. Ce guide n'est ni un manuel de procédures de passation de marchés publics, ni un document de synthèse de la gestion publique au niveau des communes. Il a été conçu pour être un document de référence présentant des normes à respecter et des pratiques à éviter, tout au long de l'utilisation des subventions destinées à la réalisation des sous projets d'investissement. Ce guide est en cours de validation à la fin de l'exercice 2011. L'objectif est de parvenir à la mobilisation et à l'utilisation efficiente et transparente des ressources financières des communes.

f) Redynamisation de la gestion des Boîtes à doléances et promotion de la déclaration de patrimoine

Au cours de l'année 2011, le Bureau a installé une boîte à doléance dans la Commune d'Anivorano Nord dans la circonscription d'Antsiranana II. Un Comité de gestion de cet instrument de doléance a également été mis en place pour l'occasion.

Pour la mise en œuvre effective de la politique de proximité du Bureau, des séances de travail ont été réalisées en vue de la redynamisation des activités des comités de gestion des boîtes à doléances dans les localités suivantes: Districts de Mahajanga I, Mahajanga II, Ambato Boeny, Marovoay, Bealanana, Besalampy, Maintirano, Port Bergé, Moramanga, Vatomandry, Mahanoro et Brickaville, Mitsinjo, Antsohihy, Mandritsara, Soalala, Maevatanana, Analalava, Mampikony, Tsaratanana.

Parallèlement à cette activité, chaque localité visitée a bénéficié d'une séance de mobilisation des personnes assujetties à la déclaration de patrimoine.

5.3.- Volet application de la loi

a) Réception et conservation des déclarations de patrimoine

L'Obligation de Déclaration de Patrimoine a été instituée par le Décret N° 2004-983 du 12 Octobre 2004 afin de promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, garantir l'intégrité des serviteurs de l'Etat et affermir la confiance du public envers les institutions.

Elle s'applique à certaines personnalités et hauts fonctionnaires de l'Etat qui doivent faire parvenir annuellement leur déclaration au BIANCO.

Ainsi, depuis sa mise en place, le Bureau a collecté et archivé 20 833 Déclarations de Patrimoines dont 2 017 ont été comptabilisées pour l'année 2011. L'évolution des déclarations de patrimoine reçues par BIANCO depuis sa création a été récapitulée dans les tableaux ciaprès :

Tableau 2 : Récapitulation des Déclarations de patrimoine reçues par Branche Territoriale

Branche Territoriale	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	TOTAL
FIANARANTSOA	186	128	60	308	82			764
TOAMASINA	342	236	395	287	200			1 460
MAHAJANGA	226	107	151	318	98			900
TOLIARY	139	68	61	12				280
ANTSIRANANA	43	36	66					145
ANTANANARIVO	1 081	812	1 139	2 347	3 300	1 779	6 826	17 284
TOTAL NATIONAL	2 017	1 387	1 872	3 272	3 680	1 779	6 826	20 833

L'accroissement de 45% des déclarations de patrimoine collectées et archivées par le BIANCO en 2011 par rapport à celles de l'exercice précédent est le résultat des efforts de mobilisation des personnes assujetties au cours des différentes missions conjointes effectuées sur place, après le constat de la diminution significative et continue des déclarations reçues par le Bureau depuis l'avènement de la crise politique de 2009.

Toutefois, il convient de signaler au passage que les changements fréquents des Responsables publics et le contexte de crise politique à Madagascar restent toujours les principales difficultés rencontrées et constituent un blocage non négligeable à l'efficacité des efforts de mobilisations menés par le BIANCO auprès des personnes assujetties.

La situation des déclarations de patrimoine par catégorie des personnes assujetties reçue par le BIANCO depuis la date de mise en application du Décret N° 2004-983 du 12 Octobre 2004 est récapitulée dans le tableau qui suit :

<u>Tableau 3 :</u> Etat récapitulatif des Déclarations de Patrimoine reçues par catégorie des personnes assujetties

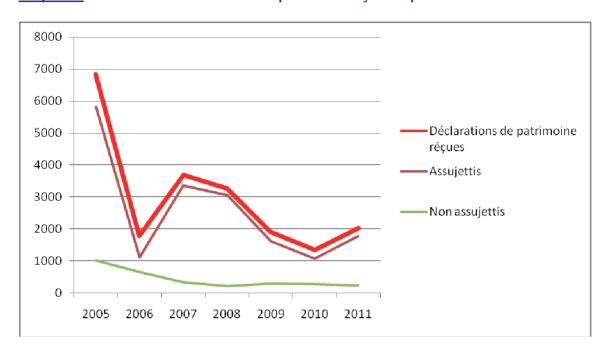
Catégorie de personnes assujetties	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	TOTAL
Catégorie I:								
Premier Ministre	1			1	1	1	1	5
■ Membres du	31	9	5	10	17	2	21	95
Gouvernement								
Catégorie II:								
■ Sénateurs	5	2	6	28	19	4	68	132
 Députés 	0		4	34	64	3	87	192
Catégorie III: Membres de la Haute Cour	11			13	12	1	9	46
Constitutionnelle								
Catégorie IV:								
• Chefs de Régions	4	3	4	7	10	1	21	50
• Maires	299	173	340	345	440	224	629	2 450
Catégorie V: Magistrats de l'ordre judiciaire,	208	183	281	483	495	81	510	2 241
administratif et financier	200	100	201	400	493	01	310	2 241
Catégorie VI : Fonctionnaires occupant des	0.40	000	000	000	500	0.45	050	. 700
postes de niveau égal ou supérieur à celui de directeur de ministère	249	223	239	360	532	245	950	2 798
Catégorie VII : Inspecteurs des domaines, du								
trésor, des douanes, des impôts et des	177	180	132	346	312	320	508	1 975
finances					0.1	0_0		
	37	14	49	133	98	17	363	711
Catégorie VIII : Chefs de Formation Militaire	37	14	43	100	90	17	303	711
Catégorie IX : Inspecteurs de l'Inspection								
Générale de l'Etat, Inspection Générale de	20	20	18	65	56	42	82	303
l'Armée, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale								
Catégorie X : Toute personne exerçant les								
fonctions d'officier de police économique ou	735	272	538	1 233	1 294	176	2 564	6 812
judiciaire								
Total des déclarations reçues des	1 777	1 079	1 616	3 058	3 350	1 117	5 813	17 810
personnes Assujetties								
Autres (*)	240	266	298	214	330	662	1 013	3 023
TOTAL GENERAL	2 017	1 345	1 914	3 272	3 680	1 779	6 826	20 833

^(*) Personnes non assujetties à la déclaration de patrimoine

Les responsables politiques sont les plus récalcitrants à déclarer leur patrimoine depuis ces trois dernières années, période se rapportant à l'avènement de la crise politique à Madagascar.

Tout le personnel du BIANCO, sans exception, est soumis à l'obligation annuelle de déclaration de patrimoine, mesure exceptionnelle prise par la Direction Générale en respect des principes généraux du Bureau et des valeurs fondamentales en matière d'intégrité, d'honnêteté et de conduite de ses agents.

La tendance de la situation des déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO peut s'apprécier à travers le graphe suivant :



Graphe 1 : Evolution des Déclarations de patrimoine reçues depuis 2005 à fin 2011

Les chutes significatives des déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO depuis sa création s'expliquent principalement par :

- la négligence de certaines dispositions du texte par les personnes assujetties en 2006. Ainsi, avait pensé une partie des personnalités publiques concernées que la déclaration ne se fait qu'une fois après leur nomination ou leur prise de fonction. Les dispositions du texte prescrivent que cette déclaration doit être renouvelée annuellement et cette obligation demeure pendant une durée de deux ans après la cessation aux fonctions y afférentes;
- les impacts socioculturels de la crise politique à Madagascar qui perdure depuis 2009.

b) Réception et traitement des doléances et Résultats des investigations

Du 1er Janvier au 31 Décembre 2011, le BIANCO a reçu 5 126 doléances, soit un accroissement de 4% par rapport à celles de l'année 2010 qui étaient de 4 945 doléances. Les doléances sur les infractions de corruption ne représentent que 20% du total reçu, soit 1 046 doléances. 94% des doléances concernant des infractions de corruption reçues au cours de l'année 2011 sont investigables, soit 980 doléances.

Le tableau suivant récapitule les activités d'investigation et la performance par Branche Territoriale pour le traitement des doléances reçues au cours de l'exercice 2011 :

<u>Tableau 4 :</u> Etat des doléances et des résultats de traitement des dossiers de corruption

INDICATEURS	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	TOLIARA	ANTSIRANANA	TOTAL
1- Nombre de doléances reçues	1 319	1 002	754	533	404	1 114	5 126
2- Proportion des doléances reçues par branche territoriale	25,73%	19,54%	14,70%	10,39%	7,88%	21,73%	100,00%
3- Nombre de doléances anonymes	304	258	143	74	65	141	985
4- Nombre de doléances individualisées	1 015	744	611	459	341	973	4 143
5- Nombre de doléances de corruption	225	148	195	125	169	184	1 046
6- Nombre de doléances "non corruption"	1 095	854	560	408	237	930	4 084
7- Nombre de doléances de corruption investigables reçus	224	148	144	125	155	184	980
8- Nombre de dossiers d'investigation traités	208	162	96	144	151	172	933
10- Nombre de dossiers en cours	94	3	40	8	71	169	385
11- Nombre de dossiers en instance	0	78	81	74	73	182	488
12- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	78	85	49	49	47	27	335
13- Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions	37,5%	52,46%	51,04%	34,02%	31,12%	15,69%	35,90%

La réalisation des principaux indicateurs de l'année 2011 a atteint un taux satisfaisant dans l'ensemble :

- 85% du nombre des doléances attendues pour l'année ont été reçues au cours de l'exercice, 5 126 doléances sur les 6 000 escomptées ;
- 93% des objectifs de traitement des investigables ont été atteints en 2011, soit 933 dossiers sur les 1 000 estimés ;
- 84% des dossiers traités sont transmis aux juridictions durant l'année 2011, soit 335 dossiers sur 400 envisagés.

Le Pourcentage de dossiers transmis aux juridictions par rapport aux dossiers traités, au titre d'indicateur de performance, est à un niveau acceptable, soit un taux de réalisation de 36% sur un taux normatif de 40%.

b.1) Réception des doléances

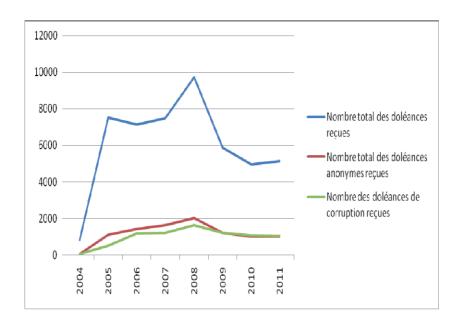
La réception des doléances s'est stabilisée en 2011, après la chute de 49 % enregistrée en 2010 par rapport à la situation d'avant la crise politique de 2009 (4 945 doléances contre 9 718). Le tableau suivant résume la situation des doléances reçues par le BIANCO depuis sa création :

Tableau 5 : Situation des doléances reçues de Septembre 2004 à fin Décembre 2011

	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre total des doléances reçues	5 126	4 945	5 858	9 718	7 480	7 114	7 492	813	48 546
Nombre total des doléances anonymes reçues	985	978	1 209	2 010	1 633	1 430	1 086	44	9 375
Nombre total des doléances individualisées reçues	4 143	3 967	4 649	7 708	5 847	5 684	6 406	769	39 173
Nombre des doléances de corruption reçues	1 046	1 089	1 225	1 627	1 213	1 161	511	66	7 938
Nombre des doléances de corruption anonymes reçues	284	336	368	600					
Nombre des doléances de corruption individualisées reçues	761	753	857	1 027					
Nombre des doléances non corruption reçues	4 084	3 856	4 632	8 091	6 267	5 953	6 981	747	40 611
Nombre des doléances non corruption anonymes reçues	713	645	849	1 411					
Nombre des doléances non corruption individualisées reçues	3 393	3 211	3 883	6 680					

La structure des doléances 2011 n'a pas évoluée par rapport à celles des exercices antérieurs. Ainsi, est gardé au alentour de 20% la proportion des doléances de corruption par rapport aux doléances reçues par période. De même les doléances anonymes ne représentent que 6% du total des doléances enregistrées par période.

Le graphe ci-après montre la tendance des doléances reçues par le BIANCO depuis sa création en 2004 jusqu'à la fin de l'exercice 2011 :

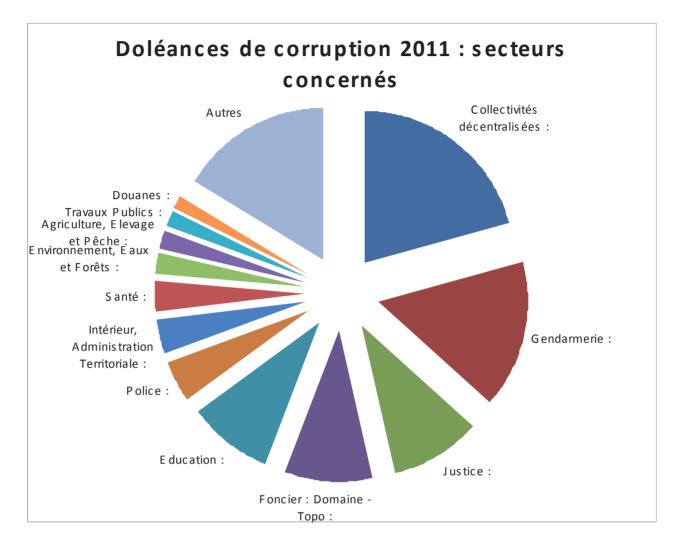


Graphe 2 : Evolution des Doléances reçues de 2004 à fin 2011

Les doléances reçues par le BIANCO évoluent dans un rythme de progression soutenue entre l'année 2005 à 2008. La chute continue des nombres de doléances enregistrées de 2009 à 2011 représente l'impact significatif de la crise politique sur l'environnement de la lutte contre la corruption à Madagascar. La diminution significative du nombre des doléances reçues par le Bureau à partir de cette période est inversement proportionnelle à l'accroissement exponentiel de la pratique de la corruption dans toute l'île.

Le graphe qui suit représente la proportion et la répartition des cas de corruption dénoncés par secteur au cours de l'exercice 2011 :

Graphe 3 : Proportion des cas de corruption dénoncés par secteur en 2011



Les principaux secteurs décriés en matière de pratique de corruption et dénoncés pendant l'exercice 2011 sont les Collectivités Territoriales Décentralisées, la Gendarmerie Nationale, la Justice, les Services des Domaines et les Services Fonciers et l'Education.

Il convient toutefois de noter que la non significativité du nombre des doléances reçues pour un secteur ne se traduit pas forcement par un faible niveau de pratique de ce fléau, entre autres, la Police Nationale, la Santé Publique, l'Environnement et les forêts, la Pêche et les Douanes. Elle peut s'expliquer en partie par une entente bénéfique entre les deux parties.

Les doléances reçues par secteur au cours de l'année 2011 sont résumées dans le tableau qui suit :

Tableau 6 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés au cours de l'année 2011

N°	OFOTFURO	CAS DE CO	RRUPTION RE	CUES PAR L	E BUREAU	AU COU	RS DE L'ANN	EE 2011
IN 3	SECTEURS	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	TOTAL
1	Justice :	10	9	15	21	12	34	101
2	Collectivités décentralisées :	50	33	49	29	29	29	219
3	Foncier : Domaine - Topo :	19	5	26	12	9	30	101
4	Police :	6	6	16	3	8	5	44
5	Gendarmerie :	17	42	16	24	48	17	164
6	Armée :	0	3	0	2	5	1	11
7	Education :	26	13	11	7	18	21	96
8	Santé :	7	7	8	8	1	3	34
9	Impôts :	1	0	1	3	1	2	8
10	Trésors :	0	0	0	0	0	0	0
11	Douanes :	5	0	2	1	0	6	14
12	Economie, Finances et budget :	3	0	1	1	1	0	6
13	Energie et Mines :	4	0	3	0	3	3	13
14	Institutions de l'Etat et ministères :	5	0	2	0	1	2	10
15	Poste - Télécommunication et communication :	2	0	0	1	3	1	7
16	Intérieur, Administration Territoriale :	4	11	6	6	11	2	40
17	Environnement, Eaux et Forêts :	2	4	9	2	5	1	23
18	Travaux Publics :	6	2	3	1	4	0	16
19	Agriculture, Elevage et Pêche :	7	3	3	2	1	6	22
20	Fonction publique et Travail:	4	2	0	0	0	4	10
21	Culture et Tourisme :	2	0	0	0	0	0	2
22	Décentralisation et Aménagement du Territoire :	0	0	2	0	4	0	6
23	Jeunesse et Sport :	1	0	1	0	0	0	2
24	Population, Protection sociale, Loisirs:	0	0	0	0	0	0	0
25	Relation internationale (Affaire Etrangère) :	0	0	0	0	0	0	0
26	Commerce :	1	0	4	0	1	0	6
27	Secteur privé :	2	0	4	0	0	2	8
28	Profession libérale, association et ONG:	2	0	2	0	0	8	12
29	Représentation diplomatique et organisation internationale :	0	0	0	0	0	0	0
30	Autres :	39	8	11	2	4	7	71
тот	AL	225	148	195	125	169	184	1 046

b.2) Traitement des dossiers de corruption et d'infractions assimilées

Les réalisations de l'exercice 2011 du volet application de la loi en matière d'investigation sont résumées dans le tableau qui suit :

Tableau 7 : Situation de traitement des doléances de corruption depuis 2004

	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre de doléances de corruption investigables	980	1046	1 116	1 079	763	941	430	56	6 411
Nombre de doléances de corruption traitées	821	774	883	781	474	449	213	12	4 407
Nombre de dossiers traités	933	886	975	1 050	589	488	213	12	5 146
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	335	337	357	379	183	184	89	8	1 872

Un accroissement de 5% du nombre de dossiers traités a été enregistré en 2011 par rapport à la réalisation de l'année dernière. Par contre le nombre de dossiers transmis aux juridictions se stabilise autour de 330 au cours des deux derniers exercices et ne dépasse pas le cap de 400 dossiers par année depuis l'opérationnalisation du Bureau.

Tableau 8 : Proportion des dossiers de corruption transmis aux juridictions de 2004 à fin 2011

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de dossiers traités	12	213	488	589	1 050	975	886	933
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	8	89	184	183	379	357	337	335
Pourcentage des dossiers transmis	66,66%	41,78%	37,70%	31,06%	36,09%	36,61%	38,03%	35,90%

L'objectif d'atteindre 40% des dossiers transmis aux juridictions par rapport aux dossiers traités par exercice n'a pas pu être réalisé que seulement en 2005. La réalisation de 2004 ne concerne uniquement que les investigations du dernier trimestre. Globalement, l'historique fait ressortir que ce taux s'élève à 36% par année.

Plus de la moitié des dossiers traités par année ont été échoués et soumis aux Comités Consultatifs en Investigation pour décisions de classement. L'évolution du nombre de ces dossiers est présentée par année dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Récapitulation des dossiers soumis aux Comités Consultatifs des Branches Territoriales

	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Dossiers de corruption présentés devant le Comité Consultatif après investigation	617	512	648	532	395	304	124	4	3 136

Toutefois, il convient de porter à la connaissance des lecteurs que le pourcentage des dossiers classés par rapport aux dossiers traités est biaisé dans la mesure où certains sinon la majorité des dossiers soumis aux « Comités Consultatifs en Investigation » par Branche Territoriale se rapportent aux exercices antérieurs à 2011 en souffrance, alors que les Dossiers traités concernent uniquement les réalisations de l'exercice 2011.

1200 1000 800 Nombre de dossiers traités 600 Nombre de dossiers transmis 400 aux juridictions 200 2004 2005 2010 2006 2008 2009 2011 2007

Graphe 4 : Evolution des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions depuis 2004

D'une manière générale, la tendance de l'évolution des dossiers transmis aux juridictions est en corrélation avec le nombre de dossiers traités par année par le BIANCO.

b.3) Résultats des investigations

Les 335 dossiers transmis aux juridictions en 2011 ont abouti à l'arrestation de 284 personnes soupçonnées, de 87 mandats de dépôt et de 194 personnes mises en liberté provisoire. La répartition par Branche Territoriale de ces résultats d'investigations est donnée dans le tableau qui suit :

Tableau 10 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2011

INDICATEURS	BRANCH	BRANCHES TERRITORIALES (période : début janvier – fin décembre 2011)											
INDICATEONS	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	TOLIARA	ANTSIRANANA							
Arrestation	103	19	84	18	10	50	284						
Mandat de dépôt	33	4	23	1	1	25	87						
Liberté provisoire	69	15	61	14	9	26	194						

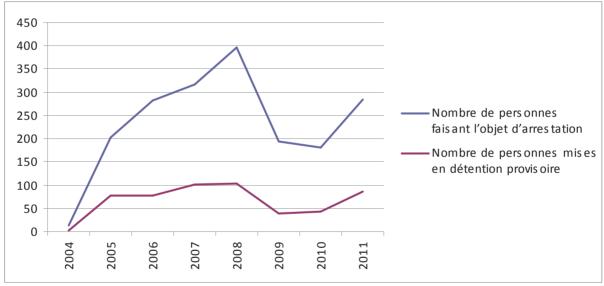
Le nombre des arrestations initiées par le Bureau, de personnes mises en détention provisoire et des personnes mises en liberté provisoire est récapitulé par année dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin 2011

	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	284	181	193	397	317	283	202	12	1 869
Nombre de personnes mises en détention provisoire	87	43	38	104	101	78	78	2	531
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	194	141	155	293	216	205	124	10	1 338

L'évolution des arrestations et des détentions provisoires depuis 2004 à fin 2011 s'apprécie à partir du graphe qui suit :

Graphe 5 : Evolution par année des arrestations et des détentions provisoires



6

ACTIVITES DE COMMUNICATION

6.1.- Volet Communication Institutionnelle

En dépit des conjonctures, dont persistance de la crise politique à Madagascar occasionnant une restriction budgétaire au niveau de l'Etat, et inévitablement au niveau du Bureau, le volet **Communication Institutionnelle** a su maintenir une visibilité permanente du Bureau à travers ses activités

De nombreux travaux ont été réalisés durant l'année 2011. Citons la production de supports écrits retraçant les activités périodiques du Bureau , l'appui technique du Département Communication lors des événements marquants pour un meilleur échos , le renforcement de la relation presse et de la médiatisation des réalisations du Bureau , le renforcement des capacités des « personnes-ressources » se chargeant de la capitalisation et de l'optimisation des activités de communication de proximité au niveau des Branches Territoriales , l'élaboration d'un manuel de communication pour une uniformité de langage au sein du Bureau et de ses démembrements en province et également le renforcement de la communication de proximité en partenariat avec les acteurs de communication de proximité.

1. Production de support et site web

- Le rapport annuel 2010 édité en 150 exemplaires a fait l'objet d'une diffusion progressive auprès des partenaires techniques et financiers. Les branches territoriales se sont chargées de la distribution dans leurs réseaux territoriaux respectifs.
- Par ailleurs, deux numéros de bulletin de liaison BIANCO INFO, le 6ème et le 7ème, ont été édités chacun à 550 exemplaires afin de mieux informer le public et les partenaires techniques et financiers du BIANCO des réalisations du Bureau, d'une part, et de renforcer l'adhésion du public et de nos relais à la lutte contre la corruption, d'autre part . Ces deux éditions ont également été envoyées dans toutes les branches territoriales. La page UNE a reçu une nouvelle présentation à partir de la 7ème édition pour une nouvelle orientation du bulletin. Les rubriques et le nombre de pages sont restés inchangés. Toutefois, la périodicité trimestrielle des parutions a été bouleversée par la conjoncture qui s'impose à notre pays.



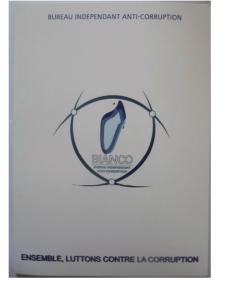
La nouvelle présentation du Bulletin de liaison du BIANCO, à partir de la 7ème édition

 1300 exemplaires cartes de vœux du nouvel an 2011 du BIANCO ont été distribués auprès de différents partenaires public et privé pour marquer la présence du Bureau.



- En outre, la **pochette de présentation du Bureau** a été imprimée en 100 exemplaires pour

plus de visibilité.



La pochette de présentation du Bureau, pour plus de visibilité

Dans cette optique d'amélioration de la visibilité, aussi bien sur le plan national qu'international, et également pour maintenir le public informé de l'avancée de la lutte contre la corruption à Madagascar, le nom de domaine et l'hébergement du site web du BIANCO ont été renouvelé. Le désagrément technique survenu au cours du premier trimestre de l'année a été résolu. La mise à jour du site dépendra de la connexion internet accordée au Département Communication.



L'IPC de Madagascar consultable sur le site web du BIANCO. Toutefois, la connexion internet suffisante s'avère nécessaire pour la mise à jour du site

2. Evénements marquants et relation avec les médias

Le BIANCO se fait connaître et renforce sa visibilité à travers ses activités d'éducation, de prévention et d'investigation. Le Département Communication se charge de diffuser les résultats opérationnels obtenus par ces trois volets auprès des médias. Il apporte ainsi son appui pour assurer la présence médiatique du Bureau lors des événements marquants.

- En ce sens :
- quatre signatures de convention et cinq séries d'atelier de mobilisation, de sensibilisation et/ou d'appropriation du Code de Conduite ont été réalisées et médiatisées, une conférence de presse sur les concours administratifs, deux interviews du Directeur Général (accordées à la station de Télévision RTA et au magazine mensuel « Revue de l'Océan Indien » (R.O.I) et trois émissions ont eu lieu.



Signature de convention entre le BIANCO et l'ENAM, le 15 novembre 2011



Extrait de l'interview du DG du BIANCO paru dans la « Revue de l'Océan Indien » du mois de septembre 2011

Un **communiqué** de la Direction Générale relatif à la confirmation de la volonté du président de la Transition (lors du premier Conseil des Ministres du nouveau Gouvernement mis en place le 26 mars 2011) quant à l'importance de la Lutte Contre la Corruption à Madagascar et de la conformité à la loi et à l'obligation annuelle de Déclaration de patrimoine a été publié **dans sept quotidiens nationaux**. Il en est de même pour des émissions spéciales diffusées à la station radio RNM et aux quatre (04) stations Télé de la Capitale (TVM, RTA, TVplus, MATV).



BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION

COMMUNIQUE

Faisant suite à la déclaration de confirmation de la volonté de SEM Andry Nirina RAJOELINA Président de la Haute Autorité de la Transition, lors du premier Conseil des Ministres du nouveau Gouvernement mis en place le 26 mars 2011, quant à l'importance de la lutte contre la corruption à Madagascar, et conformément aux valeurs d'intégrité et d'indépendance qui sont les siennes, le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) tient à affirmer par le présent communiqué l'importance de :

- L'exemplarité des Responsables occupant une haute fonction au sein de l'Etat et de l'Administration Publique.
- D'une volonté réelle de mieux gérer les ressources nationales et les deniers publics.
- La conformité à la loi et à l'obligation annuelle de Déclaration de Patrimoine pour toutes les personnes assujetties.

Convaincu que tout cela confortera la volonté de tout un chacun à œuvrer pour la réussite de la lutte contre la corruption, le Bianco tient à rappeler l'importance d'une telle volonté politique confirmée par des actes concrets.

Que chaque responsable et tout le public contribuent ensemble à relayer le message fort d'une telle volonté politique d'éradiquer ensemble la corruption pour un réel engagement et une adhésion sans faille.

LA DIRECTION GENERALE DU BIANCO

Le communiqué de la Direction Générale du BIANCO paru dans « La Gazette de la Grande Ile » du mercredi 30 mars 2011 en page 5

- Enfin, suite à l'envoi périodique des statistiques des investigations du Bureau aux journalistes, le thème « la corruption à Madagascar » a été débattue dans le magazine économique « FIVOY » de la radio nationale malgache.
- L'occupation du terrain médiatique s'est poursuivie à travers la médiatisation de :
- la participation du BIANCO à la Foire de l'Economie Rurale (FIER-MADA), en août 2011,
- la remise officielle du Code de Conduite du personnel de l'administration des domaines et des services fonciers,
- la déclaration solennelle de l' « Engagement d'Intégrité » par le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) et
- la déposition par le Premier Ministre, Jean Omer BERIZIKY, de son formulaire de Déclaration de Patrimoine dûment rempli et signé au siège du BIANCO à Ambohibao.

Le 06 décembre 2011, le Premier Ministre Jean Omer BERIZIKY est reçu par le Directeur Général du BIANCO à Ambohibao. Il est venu déposer sa « Déclaration de Patrimoine » et signer le « Manifeste d'Intégrité »



En décembre, le Département a Conférence organisé une Interactive sur « le renforcement de la chaîne anti-corruption pour une en œuvre efficiente mise programme de lutte contre la corruption à Madagascar ». L'objet étant de susciter un débat sur les réalités de mise en œuvre de la lutte anti-corruption dans la Grande Ile, d'aider le Bureau à choisir ses orientations stratégiques afin d'optimiser actions antises corruption d'apporter des et éclaircissements dans l'opinion publique sur certains aspects de la lutte relatifs à la chaine anticorruption.



Les intervenants de la conférence interactive (au 1^{er} plan) animée par le journaliste de la TVM, Jean Aimé RAMBELOSON (au milieu)

Parallèlement à cette conférence interactive, le BIANCO, à travers le Département Communication, a participé au **concours de meilleurs spots** organisés par l'Agence anticorruption (IACCA) de Hong-Kong et également, dans le même cadre, à la formation sur la production audio-visuelle.



En dehors des cérémonies officielles, des relations se nouent.
Les deux représentants du BIANCO, le Directeur de Communication (1^{er} à g) et le Conseiller Juridique (2^{ème} à d), présents à Hong-Kong avec le n°1 de l'Agence anti-corruption thaïlandaise (2^{ème} à g) et son adjoint (1^{er} à d)

Au total, 14 **communiqués de presse** ont été conçus pour la gestion des informations du Bureau et pour la couverture médiatique.

Pour les branches territoriales, l'on a constaté que les branches territoriales ont profité de la présence des stations radios et de télévision locales pour diffuser leurs réalisations. Des fois, les activités de certaines branches territoriales sont diffusées à l'écran de la Télévision Nationale pendant les créneaux réservés aux échos des régions. Elles n'ont pas également minimisé la liste des journalistes correspondants des principaux journaux de la capitale (envoyée par le Département communication), puisque les échos des branches territoriales du BIANCO ont été, de temps en temps, rapportés dans les colonnes des quotidiens.

On signale aussi que les branches territoriales n'ont pas manqué de participer à des différentes manifestations culturelles comme le « Volambetohaka » de la région Amoron'i Mania et autres, pour se faire connaître et s'affirmer mais surtout pour sensibiliser et éduquer les gens à lutter contre la corruption. De telles opportunités s'ouvrent pour promouvoir la culture anti-corruption.

3. Développement de la communication de proximité

La communication de proximité au niveau des 6 Branches Territoriales a été mise en œuvre. Les « personnes-ressources » internes des Branches Territoriales appelées « Interface » n'ont pas ménagé leurs efforts pour mener à bien la capitalisation et l'optimalisation des activités de communication de proximité dans les zones d'interventions de ces Branches Territoriales du BIANCO.

Par ailleurs, suite à la proposition du comité consultatif, une formation d'animateurs d'antennes a été réalisée avec le Directeur de Communication du BIANCO, à Toamasina.

Ainsi, sur 33 animateurs formés, 29 sont issus de 8 stations locales telles que FMA, VIVA, AQUA, MASOVA, FAHAZAVANA, RFT, VOANIO, RNA, 3 de la Radio Feon'ny Moramanga et un représente la Radio Feom-bahoaka de Fénerive Est.

Le tableau ci-après résume les efforts fournis dans la promotion de la culture anti-corruption et celle des activités opérationnelles entreprises au niveau des 6 Branches Territoriales du Bureau par l'intermédiaire des activités de communication de proximité dans le cadre de la lutte contre la corruption.



La presse, les animateurs d'antennes figurent parmi les relais d'Education et d'information à la lutte contre la corruption

COMMUNICATION DE PROXIMITE AU NIVEAU DES 6 BRANCHES TERRITORIALES DU BIANCO

	BR	ANCHES	TERRITO	DRIALES	BIANC	O	TOTAL
RUBRIQUES	TNR	TMN	FNR	MJG	TOL	ANT	
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations TV de proximité	08		02/01	262/35	13	3	324
Nombre de stations TV de proximité impliquées	03	18	05	07	02	3	38
Nombre de Districts touchés		14	10	10	06	3	43
Nombre de reportages TV réalisés et diffusés	-	02	-	04	01	8	15
Nombre de plateaux TV de proximité réalisés	01	08	07	07	-	10	33
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations de Radio de proximité	30	95	05 émissions 20 spots radio 250 diff.	1/452	17	34 émissions 140 diffusions	1044
Nombre de stations Radio de proximité impliquées	10	39	15	07	10	12	93
Nombre de Districts touchés	10	14	10	04	09	09	56
Nombre de reportages Audio réalisés et diffusés	02	-	-	-	-	22	24
Nombre de plateaux Radio de proximité réalisés	15	17	19	-	13	10	74
Nombre de reportages réalisés et diffusés dans la Presse écrite	05	12	04	01	-	13	35
Nombre d'insertions d'articles de LCC dans des périodiques appartenant à nos partenaires.	02	_	01	-	11	-	14
Nombre de sketches audio réalisés et diffusés en dialectes locales	-	-	18 spots 09 diff.	-	-	-	27
Nombre de supports et d'outils de communication produits localement	10	02	03 typ dépl. 03 typ aff. 01 banderole 01 T.Sh (400ex)	09	-	-	428
Nombre d'événements créés (portes ouvertes, expositions)	03	-	04	06	02	9	24
Nombre de conférences, de conférences- débats, points de presseréalisés.	01	03	04 conf-déb 01 p.presse	03	03	5	20
Nombre de communiqué de presse	-	02	-	16	-	8	26
Nombre de communiqué à la Radio	05	04	-	95	03	8	115
Nombre de communiqué à la TV	-	-	-	39	-	8	47
TOTAL	105	230	792	958	90	305	2480

 $\frac{\textbf{N.B}}{\textbf{BT}}$: Branche Territoriale

TNR BT Antananarivo ; TMN BT Toamasina ; MJG BT Mahajanga ; FNR BT Fianarantsoa ;

TOL BT Toliara; ANT BT Antsiranana

4. Le 09 décembre, Journée Mondiale de la Lutte Contre la Corruption

Le Bureau a accordé une importance majeure à la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption à Madagascar. En 2011, la célébration officielle s'est tenue à Miarinarivo (Région Itasy) le 09 décembre sous le thème «Lutte Contre la Corruption, levier du développement local ». Néanmoins, diverses activités ont été organisées localement dès le 07 décembre. Chaque branche territoriale l'a célébrée de différente manière.

Comme à l'accoutumée, la Communication Institutionnelle a assuré la médiatisation de l'événement en concevant un communiqué de presse diffusé via mail aux journalistes. Plus particulièrement, un journaliste et un caméraman de la station de télévision nationale (TVM) ont été emmenés à Miarinarivo pour couvrir la célébration officielle sur les lieux. Par ailleurs, la Communication Institutionnelle a préparé, en collaboration avec la Communication de Masse, la déclaration solennelle du Directeur Général du BIANCO et le documentaire du BIANCO diffusé sur TVM le jour de la célébration.

Compte tenu de l'importance que la célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption occupe sur le plan mondial et national, il est utile de présenter les activités de communication relatives à la célébration dans le tableau suivant :



Le logo de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption (JILCC)

ACTIVITES DE COMMUNICATION A L'OCCASION DU 9 DECEMBRE, JOURNEE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Thème générique : « Ady amin'ny kolikoly antoky ny famapandrosoana ifotony »

Branches Territoriales et lieu de célébration Activités	TNR Miarinarivo	TMN Brickaville	FNR Farafangana	MJG Maevatanana	TOL Taolagnaro	ANT Antsiranana
Organisation d'une célébration officielle	Х					
Réalisation d'émissions spéciales 9 Décembre (TV et Radio)	х	х	Х	Х	Х	х
Réalisation de spots spéciaux 9 Décembre (TV et Radio)	-	-	х	-	Х	х
Réalisation de reportages TV à l'occasion du 9 Décembre	Х	х	-	х	Х	Х
Invitation au plateau à l'occasion de 9 Décembre (TV et Radio)	Х	х	-	х	Х	х
Organisation d'un débat télévisé	-	-	-	-	-	-
Production de magazine	-	-	-	-	-	-
Communiqué (de presse, de Radio, de TV) à l'occasion du 9 Décembre	х	х	-	х	х	Х
Production d'affiches spéciales 9 Décembre	х	Х	Х	х	-	-
Production de banderoles spécial 9 Décembre et véhiculant des messages anti corruption	х	х	х	х	х	х
Organisation de carnaval	Х	х	Х	-	Х	Х
Organisation de manifestations sportives associées à la LCC	х	Х	Х	Х	Х	Х
Organisation de manifestations socioculturelles associées à la LCC (radio crochet, danse folklorique, poésie, sketch)	х	Х	х	х	х	х
Organisation de conférences, de conférences-débats pour la promotion de la culture anti corruption	Х	х	х	-	х	х
Organisation de toutes sortes de concours en LCC et distribution de prix.	Х	х	Х	-	Х	Х
Diffusion de film SEDRA	Х		Х	Х	Х	Х
Expositions	х	х		х	х	х
Déclaration solennelle (de M.Le Directeur Général)	Х	-	-	-	-	-

6.2.- Volet Communication de Masse

Dans la continuité des efforts déployés depuis l'année 2009, le renforcement de l'appui aux divisions opérationnelles et l'amélioration de la visibilité du BIANCO demeurent les principales orientations poursuivies à travers les diverses activités de Communication de Masse tout au long de l'année 2011.

Toutefois, la réduction significative du budget alloué a influencé le choix des outils à produire. Ainsi, l'édition de supports imprimés et la production de supports audio ont été privilégiés tandis qu'il n'y a eu ni production, ni diffusions de supports audio visuels.

1. Les supports imprimés en appui aux activités de mobilisation.

Le dispatch du **Calendrier 2011** du BIANCO auprès des différents partenaires a été finalisé au cours du mois de janvier. Cette cinquième édition d'un des supports phares de mobilisation se distingue des précédentes par l'accent particulier mis sur les grandes lignes des activités ainsi que les réalisations en terme d'éducation et de prévention.

En appui aux activités de mobilisation des divisions opérationnelles, le **dépliant illustré** sur les **infractions de corruption** a été réédité.

Dans le même objectif, une nouvelle version du **dépliant de mobilisation du grand public** a été produite. A travers cette troisième édition, les grandes lignes de ce support restent les mêmes : les différentes manifestations et les méfaits de la corruption au quotidien, les enjeux de la lutte contre la corruption ainsi que l'importance de l'implication et de la persévérance de tout un chacun dans une lutte de longue haleine.



Afin de renforcer la visibilité sur terrain, une nouvelle **affiche** portant sur le **standard minimum de service**, destinée à être apposée dans les différents services d'accueil du grand public, a été éditée. En effet, consécutivement à plusieurs années d'efforts de mobilisation, de nombreuses entités des différents secteurs aussi bien public que privé ont mis en place les dispositifs de standard de service dans le but d'améliorer davantage la qualité du service proposé aux usagers. Aussi, à travers cette affiche, l'objectif est de mobiliser tout un chacun à capitaliser ces acquis afin que les efforts déployés jusqu'alors ne soient pas vains.

Enfin, une sixième édition du **Calendrier** du BIANCO a été éditée pour l'année **2012**. Une nouvelle orientation a été adoptée en ciblant spécifiquement les hauts responsables et décideurs au niveau des secteurs partenaires. Consécutivement, les messages ont été formulés dans ce sens, et pour la première fois, le calendrier a été édité sous forme de chevalet, destiné à être apposé sur les bureaux de ces responsables ciblés.



La mobilisation à travers le **bulletin « Miara-miady amin'ny kolikoly »,** publié depuis 2009, se poursuit à travers la publication de deux nouveaux numéros.

Rappelons que le principe de ce support consiste à traiter un thème spécifique à chaque nouveau numéro, en se basant sur les réalités du terrain. Si initialement, la population rurale et la communauté de base constituaient le cœur de cible, au fil des éditions, le public ciblé variait en fonction du sujet traité.

Ainsi, le septième numéro du bulletin « Miara-miady amin'ny kolikoly » a été entièrement consacré au sujet de la Lutte Contre la Corruption au niveau de l'administration publique en général. Les pratiques de corruption les plus fréquemment observées, mais également les bonnes pratiques déjà adoptées et mises en œuvres auprès de divers secteurs publics comme les Communes, les hôpitaux publics, la Fonction Publique, et le service des Impôts, ont été autant de sujets abordés à travers ce bulletin.



Le huitième numéro du même bulletin abordait le thème des « Jeunes et la Lutte Contre la Corruption ». Plus précisément, il y est question des différentes entités membres du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité déployé à travers toute l'île : leur raison d'être, mode de fonctionnement, réalisations ainsi que les perspectives dans le cadre de leur contribution à la Lutte Contre la Corruption. L'objectif étant d'informer le public sur l'existence du Réseau et d'inciter parallèlement les différents établissements scolaires et universitaires à venir élargir le Réseau.

Pour une cible plus élargie, deux **articles** d'interpellation et de mobilisation ainsi qu'un article sur l'importance de l'éducation dans le processus de Lutte Contre la Corruption ont été rédigés pour publication dans les quotidiens nationaux, en début d'année.

Enfin, la Division Communication de masse a apporté son appui à la **vulgarisation du Rapport d'activités annuel 2010** du BIANCO à travers l'élaboration d'une fiche de synthèse qui accompagnait les exemplaires dispatchés auprès de la Présidence de la République ainsi qu'auprès des membres du Gouvernement.

3. L'amélioration de la visibilité du BIANCO.

Compte tenu des moyens financiers relativement limités, comme évoqué précédemment, les supports audio ont été largement mis à contribution pour la mobilisation du grand public, et par la même occasion, pour entretenir la visibilité du BIANCO.

Ainsi, dans la même lignée que les supports audio produits et diffusés en 2010, six nouveaux **spots radio** ont été conçus. Les thèmes les plus décriés par le grand public ont été privilégiés : la sécurité routière, la sécurité publique, la gestion des ressources forestières, l'administration publique, le service des Douanes ainsi que la santé publique.

Comme pour la série de précédents spots, l'objectif à travers ces supports demeure toujours d'interpeller les usagers et les agents du service public sur les différentes pratiques de corruption devenues courantes au niveau de ces entités.

Ces nouveaux supports ont bénéficié d'une large diffusion sur le plan national du mois de mars jusqu'en décembre. En effet, en plus des diffusions effectuées par chaque Branche Territoriale au niveau des stations radio locales, à Antananarivo, 5 stations ont été mises à contribution, notamment : la Radio Nationale Malagasy, Radio Don Bosco, Radio VIVA, Radio Antsiva et la Radio Tanà.

Enfin, à l'occasion de la célébration de la **Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption**, le 9 décembre, la Division Communication de masse a contribué à la réalisation de la déclaration solennelle du Directeur Général du BIANCO ainsi que du documentaire spécifiquement diffusé sur TVM le jour de la célébration.



Le Directeur Général du BIANCO prononçant la déclaration solennelle à l'occasion du 09 décembre, Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption

7

RESSOURCES HUMAINES

7.1 – Evolution de l'effectif du personnel

L'effectif du personnel est passée de cent soixante dix (170) à cent quatre vingt trois (183) au cours de l'année 2011 suivant le tableau ci-après :

Tableau 14 : Mouvement du personnel au cours de l'année 2011

Situation au	Mouvement du pe	ersonnel en 2011	Situation au
01 Janvier 2011	Recrutement	Départ	31 Décembre 2011
170	17	4	183

a) Recrutements

Les dix sept (17) recrutements correspondent au remplacement des départs courant l'année 2010 et dont la prise de service effective n'a été réalisée que pendant l'exercice 2011.

Ces recrutements étaient réalisés dans l'objectif de ramener l'effectif du personnel au niveau de fin 2008 (187 personnes), début de la mise en place des Branches Territoriales.

Il est à préciser que suivant le plan de développement du Bureau, l'objectif assigné à partir de l'exercice 2009 était d'avoir un effectif de deux cent cinquante cinq (255) personnes.

Mais jusqu'à présent, cet objectif n'a pas été atteint, suite à la politique de gel de l'effectif adoptée par le Bureau, consécutive à l'insuffisance des moyens financiers.

b) Départs

Les quatre (04) départs sont répartis comme suit :

- une démission : un Directeur Territorial ;
- deux admissions à la retraite : un Chef de Division et un Conseiller principal en Education ;
- un essai non concluant : un assistant investigateur.

C) Promotions internes

Cinq (05) personnes ont bénéficié de promotion interne et/ou changé de poste.

7.2.- Formations et renforcement des capacités du personnel

Une personne a effectué un séjour d'étude et de recherche auprès du Laboratoire du Droit Public de l'Université RENNES I.

Une personne a participé au séminaire CISAP sur « la corruption : réalités économiques et moyens de lutte » auprès de l'ENA en Juin 2011.

Une personne a suivi la formation sur la « Gestion des Ressources Humaines et le Management dans la Fonction Publique » auprès de l'ENA en novembre - décembre 2011.

7.3. – Participation aux conférences internationales

Une personne a participé à la conférence des Institutions Africaines de Lutte Contre la Corruption Bujumbura - Burundi en Juin 2011.

Deux personnes ont participé à la 2^{ème} session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (UNODC) à Vienne –Autriche en Septembre 2011.

Une personne a participé à la Conférence organisée par l'UNODC pour les Etats Parties à la Convention des Nations Unies Contre la Corruption à Marrakech – Maroc en Octobre 2011.

Une personne a participé à la Conférence relative à la communauté de pratique sur la lutte contre la corruption en Afrique de l'Ouest et Centrale à Cotonou – Bénin en novembre 2011.

Deux personnes ont participé aux ateliers de sensibilisation sur la lutte contre la corruption organisés par l'Independant Commission Against Corruption (ICAC) et l'Association Internationale des Autorités Anti-Corruption (IAACA) à Hong Kong en décembre 2011.

8

ADMINISTRATION ET FINANCES

D'une manière générale, l'année 2011 s'est déroulée normalement. Hormis le contexte socio – politico - économique qui prévaut au pays durant l'exercice 2011, les activités du Bureau Indépendant Anti-Corruption ont pu être supportées au niveau du Département Administration et Finances.

Les appuis techniques et financiers tant au niveau de la Direction Générale, la Branche Territoriale d'Antananarivo, qu'au niveau des cinq Branches Territoriales dans les chefs lieux des ex-provinces.

8.1 - Principales réalisations physiques

Outre les missions et les attributions de la Direction chargée de l'Administration et des Finances, des réalisations ont été effectuées au cours de cette année 2011, comme :

- 1- La réception et répartition des matériels informatiques avec accessoires ;
- 2- Le rapport définitif du Cabinet d'audit Mpanazava sur le Projet financé par le Royaume de Norvège et déposé auprès de l'Ambassade du Royaume de Norvège en avril 2011 ;
- 3- La réalisation de l'atelier d'information, de formation et d'appropriation du Manuel de Procédures administrative, financière et comptable les 23 et 24 novembre 2011 à Mahajanga ;
- 4- Les entretiens et les réparations des matériels divers (véhicules, ordinateurs, photocopieuses, etc....);
- 5- Les appuis matériels et humains de la Branche Territoriale d'Antananarivo pour le 3è trimestre et celle de Fianarantsoa pour le compte du 4ème trimestre 2011 par la mise à disposition d'un véhicule 4x4 avec la participation des chauffeurs mécaniciens du Bureau ;
- 6- Les entretiens et les petites réparations des bâtiments du Siège et des Branches Territoriales sauf pour Fianarantsoa ;
- 7- Les appuis aux travaux d'inventaires physiques de fin d'année pour les six Branches Territoriales ;
- 8- L'organisation de l'atelier « Réunion de coordination des divisions d'investigation à Antananarivo du 14 au 16 Février 2011 ;
- 9- Les appuis aux activités des Branches Territoriales par l'acquisition et le dispatching des chèques carburants et lubrifiants pour l'année 2011 ;
- 10- La prospection de logiciel de gestion financière et traitement des fiches de paie :
- 11- La contribution à l'élaboration du Projet de Budget du BIANCO pour l'exercice 2012 ;
- 12- La contribution à l'élaboration et la consolidation du Plan de Travail Annuel du Bureau et la confrontation avec les crédits alloués pour l'Exercice 2012 ;

8.2 – Allocation de ressources et réalisations financières

Pour l'année 2011, l'exécution budgétaire a été marquée par :

- 1- La sortie à temps de la Loi des Finances Exercice 2011;
- 2- Le retard de la mise en place du budget au niveau des utilisateurs, y compris le BIANCO;
- 3- Le respect des taux de régulation.

Tableau 15 : Taux de régulation du budget de l'Exercice 2011

Période	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
Taux	12,8%	43,1%	69,4%	100%

- 4- La sortie de la circulaire n°004-MFB/DGB/DESB/SA/DM du 13 octobre 2011 fixant le taux de régulation (Fonctionnement et Investigation) à 85% pour le 4ème trimestre 2011 du Budget général ;
- 5- La sortie du Décret n°2011-632 du 03 Novembre 2011 octroyant au BIANCO un supplément de crédits de 300 millions d'Ariary.

Pour le BIANCO, l'exécution des crédits de l'exercice 2011 s'est déroulée sans problème majeur.

- 1- Les indemnités du Personnel du BIANCO ont été honorées à 100% de Janvier à Décembre 2011 ;
- 2- Les missions d'appuis au niveau des Branches Territoriales ont pu être réalisées au cours de l'exercice ;
- 3- Les transferts de crédits pour les Branches Territoriales, malgré les retards de versement, ont pu être effectués même s'ils ont été conditionnés par :
 - l'arrivée des rapports financiers des Divisions Administration, Finances et Ressources Humaines (DAFRH),
 - le respect des taux de régulation,
 - le versement des crédits au niveau du Trésor Public;
- 4- La projection des dépenses pour le projet de Budget 2012 n'a pas été possible. Une réduction importante des crédits alloués en 2011 a été constatée selon les prévisions du Ministère des Finances et du Budget (MFB). Par rapport à l'exercice 2011, un manque à gagner non négligeable reste à combler.

Un aménagement de crédit au début du mois d'octobre 2011 a été nécessaire afin de mener à bien ses activités du quatrième trimestre 2011, en général, et pour assurer les entretiens des moyens.

En outre, le Bureau a bénéficié un crédit complémentaire s'élevant à MGA 300 000 000 suivant le Décret n° 2011-632 en date du 03 novembre 2011.

Les crédits alloués effectivement au BIANCO au cours de l'exercice budgétaire 2011 se présentent comme suit :

Tableau n° 16 : Budget de l'exercice 2011 alloué au BIANCO (En Milliers d'Ariary)

			CRE	DIT	
Paragraphe	Intitulé	Initial	Modifié après aménagement	Décret n° 632	Modifié par complément de crédits
NATURE DES	OPERATIONS: 3				
60	Charges de Personnel	2 484 000	2 484 000		2 484 000
61	Achat de biens	289 500	304 500	50 000	354 500
62	Achat de services et charges permanentes	659 146	644 146	100 000	744 146
64	Impôts et taxes	1 744 661	1 744 661		1 744 661
65	Transferts et subventions	20 743	20 743		20 743
T	OTAL Fonctionnement	5 198 050	5 198 050	150 000	5 348 050
NATURE DES	OPERATIONS: 5				
23	Immobilisations incorporelles	1 471 000	1 471 000	100 000	1 571 000
24	Immobilisations corporelles	25 000	25 000	50 000	75 000
T	OTAL Investissements	1 496 000	1 496 000	150 000	1 646 000
	TOTAL GENERAL	6 694 050	6 694 050	300 000	6 994 050

Le crédit complémentaire mentionné ci-dessus n'a pas pu combler le blocage de crédit de l'ordre de 15% se chiffrant à MGA 369 808 350 opéré par l'Etat au cours du quatrième trimestre 2011.

L'exécution budgétaire du BIANCO est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau 17 : Exécution budgétaire du BIANCO arrêtée au 31/12/11 (En Milliers d'Ariary)

RUBRIQUES	Reliquat 2010	Crédits 2011	Montant versés au Compte	Dépenses engagés	Disponibles engagements
Total Fonctionnement	839 921	3 472 230	4 312 151	3 402 297	909 855
Indemnités	573 707	2 484 000	3 057 707	2 636 573	421 134
Biens et Services	266 210	967 487	1 233 697	745 052	488 645
Transferts	5	20 743	20 748	20 672	75
39 Total PIP	251 573	1 370 851	1 622 423	834 427	787 996
Financement interne (RPI)	251 573	1 370 851	1 622 423	834 427	787 996
Fin Interne	251 573	1 370 851	1 622 423	834 427	787 996
Biens et Services	251 573	1 370 851	1 622 423	834 427	787 996
TOTAL PIP ET FONCTIONNEMENT		4 843 081	5 934 575	4 236 724	1 697 851

La situation au 31 décembre 2011 servira à l'élaboration du Compte Administratif et Financier du BIANCO.

En ce qui concerne les transferts de fonds aux Branches Territoriales, le tableau ci-après présente les taux de réalisation.

<u>Tableau 18 :</u> Situation des transferts de fonds aux Branches Territoriales arrêtée au 31 Décembre 2011 (En Milliers d'Ariary)

Paragraphe	Intitulé	Budget 2011	Transferts de fonds aux BT	Taux (%)	Reliquat à transférer
NATURE DES C	PERATIONS: 3				
61	Achat de biens	19 700	19 700	100	
62	Achat de services et charges permanentes	450 480	307 764	68,32	142 716
TO	ΓAL Fonctionnement	470 180	327 464	69,65	142 716
NATURE DES C	PERATIONS: 5				
23	Immobilisations incorporelles	869 289	599 655	68,98	269 634
24	Immobilisations corporelles		200		
TO	ΓAL Investissements	869 289	599 855	69,00	269 434
-	TOTAL GENERAL	1 339 469	927 319	69,23	412 150
CREDIT	APRES BLOCAGE (15%)	1 138 548	927 319	81,45	211 229

Les reliquats par rapport aux prévisions de budget des Branches Territoriales au début de l'année 2011 s'élèvent à 218 millions d'Ariary.

a) Points forts

- 1° Paiements des indemnités du personnel à 100% de Janvier à Décembre 2011.
- 2° Possibilité d'engagement global et versement au compte de dépôt du BIANCO.
- 3° Possibilité des réalisations des appuis aux Branches Territoriales (Entretiens et réparations des infrastructures, des matériels, du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable,...), appuis aux activités opérationnelles par la dotation de véhicules,...
- 4° Disponibilité des crédits et obtention de crédits supplémentaires de 300millions d'Ariary.
- 5° Non application de zéro budgeting pour le BIANCO et possibilité de financement des activités dès le début de l'année.

b) Points faibles

- 1° Changements fréquents du mode de paiement des chèques au niveau du Régisseur Général d'Antananarivo d'où les menaces de retard de versements au compte du BIANCO et de paiements au niveau des bénéficiaires.
- 2° Longues procédures nécessitant des dizaines de signatures avant le déblocage des liquidités.
- 3° Persistance des arriérés d'Impôt sur les Revenus des Salariés et Assimilés (IRSA) pour l'exercice 2011 et non obtention du Numéro d'Identification Fiscale (NIF) qui est en cours de régularisation à l'heure actuelle.

- 4° Existence de blocage des crédits à 85% pour l'exercice 2011 et blocage des paiements en fonction de la disponibilité des liquidités au Trésor.
- 5° Vétusté des moyens et augmentation des charges de réparations et d'entretiens.
- 6° Coûts élevés des traitements et soins pour le personnel et des entretiens pour les matériels (roulants, informatiques et techniques,..).

c) Perspectives d'avenir

Le tableau ci-après montre la différence entre le cadrage du MFB et les prévisions du BIANCO.

<u>Tableau 19</u>: Cadrage du Budget par le Ministère des Finances et du Budget (MFB) et prévision du BIANCO (*En milliers d'Ariary*)

Rubrique	Crédits 2011	Prévision BIANCO 2012	Cadrage MFB 2012	Ecart MFB/BIANCO 2012
Fonctionnement	5 198 050	4 820 307	3 534 629	1 285 678
Biens et Services	948 646	956 307	704 648	251 659
Indemnités	2 484 000	3 050 000	2 484 000	566 000
IRSA	1 744 661	770 000	325 238	444 762
Transferts	20 743	44 000	20 743	23 257
Investissement	1 496 000	1 873 743	750 000	1 123 743
Fin Interne	1 496 000	1 873 743	750 000	1 123 743
Fin externe	0	pm	pm	
TOTAL	6 694 050	6 694 050	4 284 629	2 409 421

Le tableau fait apparaître un manque à gagner de 2,4 milliards d'Ariary pour l'exercice 2012.

Par rapport à l'année 2011, les écarts sont retracés dans le tableau suivant :

<u>Tableau 20</u>: Comparaison des crédits alloués en 2011 et le cadrage pour le budget 2012 (En milliers d'Ariary)

Rubrique	Crédits 2011	Budget BIANCO (Cadrage MFB 2012)	Ecart Crédits 2011 et 2012 pour BIANCO	En pourcentage
Fonctionnement	5 198 050	3 534 629	1 663 421	68,0%
Biens et Services	948 646	704 648	243 998	74,3%
Indemnités	2 484 000	2 484 000	0	100,0%
IRSA	1 744 661	325 238	1 419 423	18,6%
Transferts	20 743	20 743	0	
Investissement	1 496 000	750 000	746 000	50,1%
Fin Interne	1 496 000	750 000	746 000	50,1%
Fin externe	0	pm		
TOTAL	6 694 050	4 284 629	2 409 421	64,0%

En général, les crédits alloués pour l'exercice 2012 ne représentent que les 64% des crédits alloués pour l'année 2011.

En fonctionnement, les crédits alloués représentent 68,0% de ceux de 2011 : les Biens et Services ne représentent que les 74,3%, les crédits alloués aux indemnités restent stationnaires depuis trois (3) ans.

En investissement, les crédits alloués sont réduits de moitié et ne représentent que les 50,1% des crédits alloués en 2011.

9

PERSPECTIVES

9.1- Grandes lignes des activités des exercices 2012 à 2015

Pour la période de 2012 à 2015, les efforts du Bureau Indépendant Anti-Corruption seront principalement axés sur :

- la mise en place des moyens permettant de mettre en œuvre les activités programmées, entre autres, la dotation de postes budgétaires nécessaires pour couvrir les besoins en effectif par période, la mobilisation des ressources financières et matérielles et la consolidation des acquis et des compétences du personnel;
- le renforcement des capacités opérationnelles du Bureau par le renforcement de la performance des six branches territoriales installées dans les chefs lieux des ex-provinces ;
- l'intensification de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption :
 - Mobilisation du public afin que 2/3 des malgaches adoptent une attitude intolérante à la pratique de corruption et s'engagent à lutter contre ce fléau ;
 - Appropriation des mesures de prévention et application des dispositifs anti-corruption par les services publics et le secteur privé : normes et standard de services, principes de bonnes gouvernances des recettes et des dépenses publiques, guides de bonnes pratiques,
 - Promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité ainsi que des principes de bonnes gouvernances au sein du secteur privé : pactes d'intégrité et codes d'éthique appliqués par les principaux groupements professionnels,
 - Mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption : appropriation régionale de la lutte contre la corruption (adoption de bonnes pratiques dans les secteurs et collectivités décentralisées),
 - Effectivité de la chaîne anti-corruption : adoption d'une politique pénale, traitement des dossiers de corruption investigables et transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité,
 - Contribution aux activités visant à l'attrait et à la sécurisation des investissements par l'assainissement du milieu des affaires,
 - Accompagnement des grands investissements en vue de cerner les risques afférents à la pratique de corruption et des infractions assimilées dans l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, minières et pétrolières,

Développement de l'ouverture internationale : collaboration avec les agences anticorruption, participation aux instances et activités internationales de renforcement du programme de lutte contre la corruption.

9.2- Principales orientations des activités de l'année 2012

Les principales orientations des activités de l'année 2012 se récapitulent comme suit :

- Rendre opérationnel le nouveau système informatisé pour la consolidation des données des Plans de Travail et de traitement des informations sur les réalisations:
- Améliorer de manière continue la performance des Branches Territoriales pour le traitement des doléances et l'apurement des dossiers investigables en instance ;
- Participer activement à la dynamisation de la chaîne anti-corruption: élaboration des textes pour la reforme de la Chaîne Pénale Anti-Corruption et la mise en place de la politique pénale anticorruption, traitement des dossiers transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité et consolidation des liaisons opérationnelles;
- Contribuer à la promotion de la transparence et à la culture de refus de corruption dans les processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières ;
- Renforcer la collaboration avec les partenaires et les organes relais, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les organisations confessionnelles, les médias, les établissements scolaires et les secteurs;
- Promouvoir la culture d'intégrité et de transparence dans les secteurs public et privé : code de conduite et de déontologie, pacte d'intégrité et déclaration des principes d'affaires, code de conduite des affaires...;
- Poursuivre les activités de mobilisation des établissements scolaires pour la lutte contre la corruption et l'adoption de la culture de refus de ce fléau : intensification et opérationnalité des réseaux d'intégrité et d'honnêteté, intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc...;
- Mettre en œuvre et vulgariser les dispositifs anti-corruption et les mesures de prévention dans les secteurs, tels : standard minimum des services, assistance et appui aux entités organisatrices des concours administratifs et examens officiels, revue de systèmes et analyse des procédures, plans d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, vulgarisation des bonnes pratiques etc.....;
- Accompagner les Entités Régionales dans la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et dans la consolidation des acquis pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local.

9.3.- Principaux résultats escomptés pour l'année 2012

Les principaux résultats escomptés pour l'année 2012 sont les suivants :

Dans le cadre de l'application de la législation anti-corruption :

- 5 700 doléances reçues, dont 1 000 faits soupçonnés de corruption et font l'objet d'investigation ;
- 1 100 dossiers investigables traités par le BIANCO, dont 420 transmis aux juridictions (soit 38 % des dossiers traités) ;
- Résultats des dossiers transmis aux juridictions communiqués périodiquement par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008);
- Liste mère des personnes assujetties à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2012 mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- 50% (environ 2 500 Déclarations) des personnes assujetties à la Déclaration de Patrimoine se sont acquittées de leur obligation légale;
- 80 liaisons opérationnelles conclues avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux.
- Système Informatique de Gestion et de Suivi du traitement des doléances réactualisé et mis à jour.

Dans le cadre des volets Education et Prévention :

- Grand public mobilisé à refuser et à dénoncer les pratiques de corruption ;
- Image et visibilité du BIANCO améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web rapports d'activités conférences débats documentaire bulletins et revues d'information et de mobilisation ;
- Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC) effective dans les 22 régions de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de LCC dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- Processus d'éducation du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, poursuivis et renforcés;
- Responsabilisation des relais (Organisations de la Société Civile, leaders d'opinions, confessions religieuses, ...) pour l'éducation du public au changement de comportement, de veille et d'interpellation, par rapport à la pratique de la corruption;
- Processus du mouvement éthique, d'adoption de la culture d'intégrité et des principes de la bonne gouvernance, d'élaboration et de vulgarisation du code de conduite et de déclaration des principes d'affaires par le secteur privé, les projets de développement, tels que le Fonds d'Intervention pour le Développement, le Fonds de Développement Local, la Fondation Tany Meva, ... et les partenaires, poursuivis et renforcés ;

- **Jeunes mobilisés** pour la participation active aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs (Réseau d'honnêteté et d'intégrité ...) ;
- Processus de l'introduction des **notions d'intégrité morale et** de l'insertion de la **dimension de lutte contre la corruption dans les programmes scolaires** poursuivis et renforcés ;
- 42 entités accompagnées dans la mise en œuvre des recommandations d'audit : Aéroport International d'Ivato, Direction Générale de la Sécurité Routière (DGSR), Secteur Minier, Secteur Foncier, Justice, Trésor public, Douanes, Secteur Santé, Communes, Chambre de Commerce et de l'Industrie, Filière Bovine, Secteur Forêt, Quit Mineral Madagascar (QMM), Environnement, Administration pénitentiaire...;
- 8 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures effectués : Exportation de produits miniers, octroi de bourses extérieures, octroi de permis de conduire, passation des marchés publics, remboursement des frais de soins médicaux, attribution de parcelles et recouvrement des droits et taxes, vente aux enchères publiques, autorisation de transport des produits forestiers ;
- 4 Entités organisatrices de concours administratifs accompagnées ;
- **2 Guides** élaborés et vulgarisés : guide de passation des marchés publics et guide pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs.

9.4.- Axes majeurs d'interventions du BIANCO pour l'exercice 2012

Les axes majeurs d'interventions du Bureau Indépendant Anti-Corruption pour l'exercice 2012 sont focalisés principalement à la :

- Promotion de la culture de transparence, d'éthique, d'intégrité et de redevabilité dans tous les secteurs d'activités :
- Mobilisation du public, des secteurs public et privé et des partenaires à la participation active à la lutte contre la corruption et aux activités pour le changement d'attitude et de comportement :
- Mise en œuvre de la Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption (PRLCC) auprès des 22 Régions;
- Mise en place des dispositifs anti-corruption auprès des entités clientes: Collectivités et Services Territoriales Décentralisés, partenaires des entités relais: Fonds d'Intervention pour le Développement, Fonds de Développement Local, Fondation Tany Meva, Catholic Relief Service....:
- Mobilisation des jeunes à la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption dans le cadre des activités des Réseaux d'honnêteté et d'intégrité en milieux scolaire et universitaire ;
- Insertion des modules de Lutte Contre la Corruption dans les Programmes scolaires et universitaires;
- Elaboration et vulgarisation des codes de conduite du personnel et des affaires, du pacte d'intégrité et de la déclaration d'intégrité et des principes d'affaires....;
- Promotion du Guide de bonnes pratiques des marchés publics, du standard des services et de l'organisation des concours administratifs;

- Diffusion périodique des **rapports**, **documentaires** et **Bulletins d'information** sur les réalisations et les activités du BIANCO et mise à jour du contenu du **site Web**;
- Conception et diffusion des **supports de communication et de mobilisation** des parties prenantes ;
- Assistance aux concours administratifs;
- Réalisation des travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures pour redresser les dysfonctionnements et les défaillances pouvant donner lieu à des occasions et opportunités de pratiques de corruption;
- Opérationnalisation du système de suivi des dossiers transmis aux juridictions ;
- Traitement des doléances et réduction du nombre de dossiers en instance à niveau acceptable;
- Promotion de la déclaration de patrimoine, mise à jour de la liste mère des personnes assujetties et rappel par voie extra judiciaire de celles n'ayant pas acquitté leur obligation légale de Déclaration de Patrimoine.

9.5 - Budget de l'exercice 2012

Le budget et le plan de financement des activités du Bureau Indépendant Anti-Corruption pour l'année 2012 sont récapitulés dans le tableau qui suit :

Tableau 21 : Budget et schéma de financement des activités de l'exercice 2012 du BIANCO

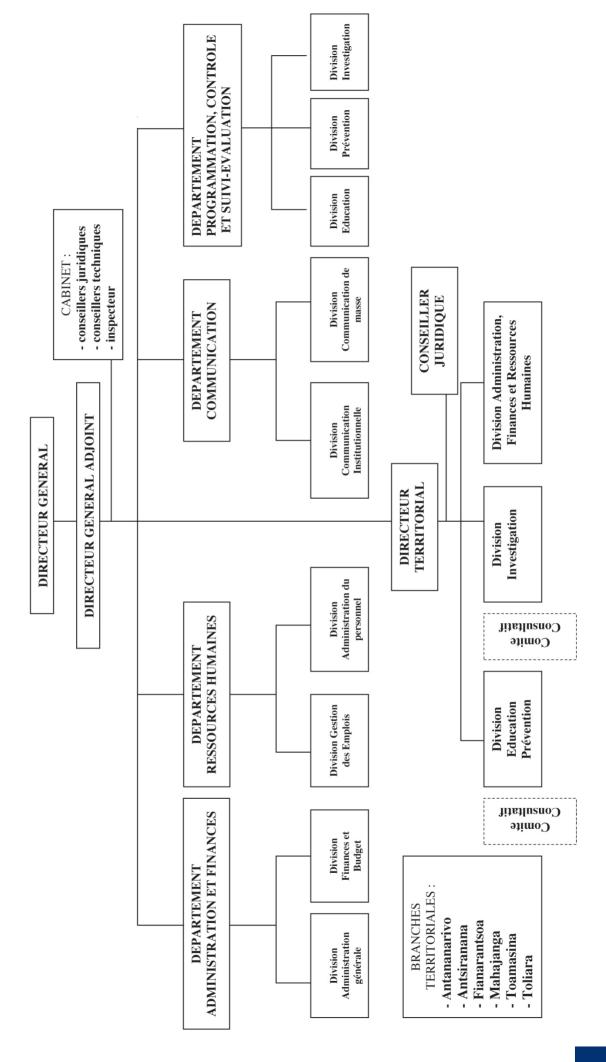
(Montant en Milliers d'Ariary)

RUBRIQUE	BUDGET 2011 (En Milliers d'Ariery)	%	SCHEMA DE FINANCEMENT (En milliers d'Ariary)	VANCEMENT d'Ariary)	% DE FINANCEMENT	NCEMENT
			Etat Malagasy	Partenaires Ext.	Etat Malagasy	Partenaires Ext.
1 ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	1 767 894	28,7%	617 961	1 149 933	35,0%	65,0%
- Activités opérationnelles	1 223 040	%2'69	483 722	739 318	%9'68	60,4%
- Investigation	433 600	35,5%	358 000	75 600	82,6%	17,4%
- Prévention	355 100	29,0%	56 343	298 757	15,9%	84,1%
- Education	434 340	35,5%	69 379	364 961	16,0%	84,0%
- Comités Consultatifs	32 000	1,8%	32 000	0	100,0%	%0'0
- Appui Opérationnel	90 470	5,1%	14 038	76 432	15,5%	84,5%
- Réunions et conférences internationales	72 435	4,1%	0	72 435	%0'0	100,0%
- Communication	198 765	11,2%	64 741	134 024	32,6%	67,4%
- Formation	151 184	%9'8	23 460	127 724	15,5%	84,5%
2 INVESTISSEMENT	850 919	13,8%	132 039	718 880	15,5%	84,5%
3 FONCTIONNEMENT	3 534 629	57,4%	3 534 629	0	100,0%	%0'0

) 6 153 442 100,0% 4 284 629 1 868 813 69,6% 30,4%
BUDGET 2012 (En Milliers d'Ariary) 6 153 442

ANNEXES

Annexe 1: Organigramme du BIANCO



Annexe 2 : Rapport des comités consultatifs du BIANCO

1.- Mission, mandat et fonctionnement des comités consultatifs

Les Divisions opérationnelles des Branches Territoriales sont assistées par des Comités Consultatifs conformément aux termes du décret N° 2008-176 du 15 Février 2008 portant réorganisation du BIANCO. La nomination des membres, la composition, le fonctionnement ainsi que les termes de leur mandat sont fixes par décision du Directeur Général du BIANCO.

Les membres des Comités Consultatifs sont nommés par le Directeur Général du BIANCO sur proposition d'une liste établie et présentée par chaque Directeur Territorial.

Les Comités Consultatifs sont chargés, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur :

- les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général :
- la prévention contre la corruption et les infractions assimilées ;
- les relations avec les citoyens.

Le mandat des membres est fixé pour une année tacitement renouvelable cinq fois et pour un maximum de six années en poste continu.

La périodicité des réunions des membres des Comités Consultatifs est fixée par décision du Directeur Territorial après accord préalable du Directeur Général du BIANCO. Pour le Comité Consultatif « Investigation », la fréquence de la réunion est de une fois par mois ou tous les deux mois. Par contre celle du Comité Consultatif en «Education - Prévention» s'effectue tous les trimestres.

2.- Composition et membres des Comités Consultatifs

Les comités consultatifs sont composés des membres ex-officio et Es-qualité. Sont nommés membres des Comités Consultatifs, au titre de l'exercice 2011 :

Branche Territoriale d'Antananarivo

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
 - RANDRIAMAHEFA Sahondraniaina, Substitut Général, Représentant le P.G.C.A,
 - RAMIARISOA Sylvia, Gérante d'entreprise Représentant du Secteur Privé,
- Messieurs :
 - ANDRIAMAHENINA Bert, Médecin Honoraire, membre de la Société Civile,
 - RAKOTOMANANA Honoré, Ancien Chef d'Institution et Ancien Sénateur,
 - RAMANANDRAIBE Ihariravaka, Représentant le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,
 - RAKOTONIAINA Andry Jovain, Gérant de Société,
 - Colonel RANDRIAMAHAVALISOA Girard et Lieutenant Colonel RAKOTOMALALA Tahina, Représentant le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
 - Commissaire Divisionnaire RORONY Modeste et Commissaire ANDRIANTSEHENO Joachim, Représentant le Directeur Général de la Police Nationale

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

Mesdames :

- RAKOTONDRABE Noeline, Directeur de l'Administration des Juridictions.
- RAJAONA Noé-Line, Directeur Général de la Fonction Publique.
- RAMANAMIHANTATSOARANA Monique, Vice Président de l'Université d'Antananarivo,
- RATOVONELINJAFY Bakoly, Magistrat, Conseiller près la Cour Suprême,

Messieurs :

- RAZAFIARISAONA Jean Paul, Directeur des Curricula et des Intrants,
- RAKOTONDRAZAKA Roger, Directeur de la Législation, de la Réglementation et des Etudes Douanières,
- RAVELOARIJAONA Rado, Directeur Régional de l'ONG AIDE et ACTION,
- ANDRIANJANAKA Mandrindra Albert, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antsirabe,
- RANDRIAMAMORISOA Marc, Chef de Service d'Appui et de Formation au sein de la Direction Générale des Impôts
- Lieutenant Colonel RAMANOELINA Fanantenana Holison David, en service au Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale;

Branche territoriale de Fianarantsoa

Comité Consultatif en Investigation

Madame:

- NARAZANA, Enseignant - Chercheur à l'Université,

Messieurs :

- RAHARIMALALA Andriampenotiana, Procureur Général près la Cour d'Appel,
- Général de Brigade RANDRIAMISAINA Joseph Dénéri, Commandant de la CIRGN,
- Commissaire Principal RAFANOMEZANTSOA Roger, D.I.R de la Sécurité Intérieure,
- Maître RAKOTONIAINA Justin Annie, Représentant du Bâtonnier,
- RANDRIANJANAKA Georges, Représentant de la Société Civile,
- RAVELOJAONA Jean Harrison, Expert Comptable et Financier.
- RAKOTOSON Georges Antoine, Colonel retraité de la Gendarmerie Nationale ;

Comité Consultatif en « Education - Prévention »

Mesdames :

- RAZANAMAHEFA Désirée Marie Stella, Directeur Exécutif du CEDII,
- RAZAFINDRAHASY Amélie, Coordinateur du Projet FIANTSO Madagascar.
- RASOALANDINIRINA Olga, Expert en communication rurale,
- RAZAFINDRATSIMA Clarisse, Directeur de l'Ecole Normale Supérieure,

Messieurs :

- RAZAFIMAHATRATARA Vincent, Directeur Inter Régional de l'I.G.E.
- RAZAKAMANANTSOA Gaby Nestor, Président du Tribunal Administratif,
- RAZAFINDRASALA Andriambaonirina, Directeur Inter-Régional de la F.P.T.L.S,
- RAKOTONANDRASANA Marcel, Directeur Régional de l'Education Nationale,
- RAZAFINDRAINIBE Rahaja Harijao, Directeur Général Adjoint du Réseau TIAVO,
- HERISON Olivier, Commissaire Financier près le Tribunal Financier;

Branche territoriale de Toamasina

Comité Consultatif en Investigation

Messieurs :

- ANDRIATINARIVELO René José, Procureur Général près de la Cour d'Appel,
- RAMAHENINA Anselme, Représentant de la Direction Inter-Régionale de la Police Nationale,
- Maître RABENJARIJAONA Antonio, Représentant le Déléqué du Bâtonnier,
- BODA Narison Richard, Directeur Inter-Régional de l'Environnement et des Forêts,
- Général de Brigade IAMA Radafy, Commandant de la CIRGN,
- VELONTRASINA Julien , Doyen de la faculté de Droit, d'Economie et de Gestion.
- RAZAFINDRABE Ernest. Président du KMF/CNOE.

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

Mesdames :

- GILBERT Sylvie, Directeur Inter-Régional des Mines et des hydrocarbures,
- RASOAMANANTENA Marie Ange, Directeur de l'ONG ODDIT;

Messieurs :

- PIERRE Allain Olivier, Directeur Inter-Régional de la Fonction Publique (FPTLS),
- JEAN Noël, Représentant de la Direction Régionale de l'Education Nationale,
- RAMINOMANANA Hajarizaka, Receveur des Douanes,
- ZOELISON Arthur, Réalisateur audio visuel TVM.
- RASOLONJATOVO Nestor, Directeur de la Radio Télévision FMA.
- RAKOTOMAHAZO Thierry, Gérant Transitaire,
- RAZAFIMANDROSO Benjamin, Trésorier Général,
- BOTO Edmond. Consultant:

Branche territoriale de Mahajanga

Comité Consultatif en Investigation

Mesdames :

- RAMIANDRASOA Véronique, Premier Président de la Cour d'Appel,
- RANDRIAMORAMANANA Onivola, S.G du Groupement des Entreprises Privées,

Messieurs :

- FARATIANA Eugène Clément, Directeur Inter-Régional de la Police Nationale,
- RANDRIANIRINA Edmond, Procureur Général près la Cour d'Appel,
- Colonel RAFELIVA Marc, Commandant de la CIRGN,
- SAID Hassan, Président du Sojabe,
- Maître ALIBAY Moïse, Délégué de l'Ordre des Avocats,
- Pasteur ANDRIANARILALA Daniel Hubert:

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAZANAMAMPIONONA Charline, membre de l'ONG KOFEHY,
 - RAKOTOASIMBOLA Jemima, Journaliste,
- Messieurs :
 - RALISON Andrianaivo, Ex Directeur du Centre Hospitalier Universitaire,
 - BELAMY Rafidison, Directeur Régional de la Fonction Publique,
 - RANAIVOSON Jean Claude, Directeur Régional des Impôts,
 - TIANDRAINY Anziz, Directeur Inter-Régional de la Communication,
 - JOSOA Tony, Rédacteur en Chef de la Télévision M3TV.
 - ANDRE Pierrot, Directeur Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie
 - JOHANESA Fernand, Chef de Service Inter-Régional de la Décentralisation ;

Branche territoriale d'ANTSIRANANA

Comité Consultatif en Investigation

- Madame:
 - ANNNE Raymonde, Substitut du Procureur de la République
- Messieurs :
 - MAHASOLO Bruno, Avocat
 - Général de Brigade ZATOMANA Léonard, Commandant de la CIRGN
 - Contrôleur Général VITAMANANA Amadou, Directeur Inter-Régional de la Santé Publique,
 - JAODADY Amélien, Inspecteur d'Etat, Contrôleur des Dépenses Engagées.
 - GOVINDJEE Anante, Docteur en Médecine Générale,
 - ABDOU KAID, Commercant, Représentant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie.
 - RASOLONIRINARIMANANA Haingo, Coordonnateur Régional de SAGE;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Messieurs :
 - MANANAHY Dauphin, Responsable Programmation et de l'Equipe Sanitaire Mobile,
 - JAONOSY Justin, Directeur du Développement Régional,
 - RAJERISIA Dénis, Directeur Inter-Régional de Communication de DIANA-SOFIA
 - SAID M'ZE, Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie,
 - RAZAFIMAHATRATRA Laurent Alfred, Expert en fiscalité.
 - MANANJARA Francis, Expert en Gestion.
 - ANDRIANIRINA Charles Bernard, Vice Président de l'Université d'Antsiranana,
 - RAKOTOSALAMA Julien, Directeur Régional de l'Education Nationale.
 - GEORGE Ali, Représentant de la Fonction Publique
 - Révérend Père ZAFISORATRA Simon, Directeur de la Radio Faniry ;

Comité Consultatif en Investigation

Messieurs :

- TSABOTO Jean Adolphe, Procureur Général près la Cour d'Appel,
- Général de Brigade TATANJAKY Martin, Commandant de la CIRGN,
- DIMILZONY Maurice, Directeur Interrégional de la Police Nationale,
- MANDIMBISOA Alphonse, Délégué de Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,
- RASOLOFOMASY Simon Seta, Chef du Département Droit à l'Université de Toliara,
- JAOVITA Albert, Professeur, Vice Président de la Plateforme Régionale des O.S.C,
- RALAITAFIKA Halinjiva Andry, directeur d'Agence de la BNI/CA,
- RAFARALAHY Berthin, Chef d'Antenne de l'AGETIPA;

Comité Consultatif en « Education - Prévention »

Mesdames :

- RAHOLIMALALA Angèle, Auditeur Financier, Directeur d'Agence du Cabinet SAGA,
- DEVILLE Monja Fokonontsoa, Présidente de la Plateforme de la Société Civile,

Messieurs :

- PASCAL, Directeur Régional de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales,
- ANDRIANARISON Justin, Directeur Régional des Mines et des hydrocarbures,
- RANDRIANARISOA Yvon Pierre, Chef de Service Appui aux Communes,
- FREDERIC, Inspecteur d'Etat,
- SHALIM Sheraly, Opérateur Economique, Président de l'Office Régional du Tourisme,
- DELIBOU YOUSSOUF Somano, Avocat au Barreau de Madagascar,
- CHRISTIAN Maurice, Représentant Régional TELMA.

3.- Réalisations et recommandations des membres des Comités consultatifs

3.1.- Volet Investigation

Le tableau ci-après récapitule la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation des six (6) Branches Territoriales du BIANCO au cours de l'exercice 2011 :

Tableau 22 : Etat des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation

	TNR	FNR	TMV	MJG	ATN	TLR	TOTAL
Dossiers investigables	224	148	144	125	155	184	980
Dossiers traités	208	162	96	144	151	172	933
Dossiers soumis aux CCI	124	156	55	83	50	149	617
Dossiers classés par CCI	121	154	54	81	50	146	606
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	58%	95%	56%	56%	33%	85%	65%

Il convient de porter à la connaissance des lecteurs que le pourcentage des dossiers classés par rapport aux dossiers traités est biaisé. Certains sinon la majorité des dossiers soumis aux « Comités

Consultatifs en Investigation » par Branche Territoriale se rapportent aux exercices antérieurs à 2011 alors que les Dossiers traités concernent uniquement les réalisations de l'exercice 2011.

Le nombre de dossiers soumis pour examen et les décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales au cours de l'année 2011 sont récapitulés comme suit :

Tableau 23: Etat des dossiers classés sur décision des Comités Consultatifs en Investigation

Rubriques	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ATN	TOTAL
Dossiers soumis aux CCI	124	156	55	83	50	149	617
Dossiers classés par CCI	121	154	54	81	50	146	606
Pourcentage des dossiers classés par rapport aux dossiers soumis aux CCI	98%	99%	98%	98%	100%	96%	98%

Presque la totalité des dossiers soumis pour l'examen des Comités Consultatifs en Investigation (CCI) a reçu la décision de classement sans suite. Seul onze (11) dossiers sur les six cent dix sept (617) présentés aux CCI ont fait l'objet de reprise des travaux complémentaires d'investigation en vue de réunir les éléments constitutifs des infractions correspondantes.

3.2.- Volet Education – Prévention

Les principaux conseils et avis formulés par les Comités Consultatifs en « Education – Prévention » des Branches Territoriales du Bureau au cours de l'exercice 2011 sont récapitulés ainsi :

a) Conseils d'ordre général

- Informer périodiquement le public sur les résultats des activités d'éducation, de prévention et d'investigation réalisées ;
- Impliquer davantage les dirigeants politiques dans la lutte contre la corruption.

b) Education et mobilisation sur la lutte contre la corruption

Public:

- Poursuivre auprès du public les actions de sensibilisation concernant le rôle et les attributions du BIANCO.
- Renforcer les activités de sensibilisation en partenariat avec les Responsables religieux et les enseignants en tant que relais.
- Procéder à la mobilisation des journalistes, des animateurs d'antennes et des Organisations Communautaires de Base.

Ecoliers et universitaires

- Réaliser, en collaboration avec la DREN, des émissions radio/tv de proximité, à partir des sketches ou des poèmes anti-corruption en dialecte locale, conçus par les élèves.
- Renforcer l'éducation civique dans les écoles et faire savoir aux élèves leurs droits.
- Introduire une matière sur le civisme, l'honnêteté et l'intégrité dans le programme scolaire dès l'éducation fondamentale.

- Insérer la dimension lutte contre la corruption dans les programmes scolaires et adopter une approche par compétence.
- Concevoir des affiches de sensibilisation spécifiques pour les enfants de bas âge à la lutte contre la corruption, l'objectif visé étant de permettre à ces derniers de saisir le concept de corruption.

Communication

- Bien canaliser les informations à publier aux médias sur les dossiers sensibles traités par le BIANCO tout en respectant le principe de confidentialité, le secret des instructions ainsi que la présomption d'innocence.
- Mettre en place une cellule de communication interne et renforcer le système de communication du Bureau
- Programmer une diffusion de spots de mobilisation à la télévision pendant la publicité des séries télévisées.
- Diversifier les supports de mobilisation à concevoir et éditer des supports en quantité suffisante.
- Produire davantage des émissions de sensibilisation radiophoniques et télévisées.
- Former les animateurs d'antenne afin que ces derniers fassent des sensibilisations continues.
- Produire des bandeaux publicitaires et un top horaire pour renforcer la connaissance des réalisations du bureau.

Secteur privé

• Renforcer les actions d'éducation et de prévention à l'endroit de la communauté indopakistanaise.

Collaboration avec les Organisations de la Société Civile

- Adopter éventuellement une approche par plateforme en vue d'obtenir une meilleure performance, au lieu de se cantonner uniquement à collaborer avec des OSCs n'ayant pas de ramification d'envergure nationale et le cas échéant, impliquer les ONGs internationales.
- Privilégier la collaboration avec les Sociétés Civiles pour promouvoir la lutte contre la corruption auprès des écoles.

Réseau d'honnêteté et d'Intégrité

- Promouvoir la notion d'Honnête et d'Intégrité dans le milieu universitaire et si possible élaborer une charte d'engagement de probité et d'intégrité des étudiants.
- Inculquer dès le jeune âge (préscolaire) les valeurs morales qui sous tendent la lutte contre la corruption.

c) Mise en place et renforcement des mesures de prévention de la corruption

Revue de système et analyse des procédures

- Procéder à la revue et à l'analyse de système et procédures de délivrance des diplômes auprès des Universités pour cerner les risques de corruption et de confection des faux diplômes.
- Cibler les secteurs ayant des services les plus demandés par le public : Hôpital, Services fonciers, Tribunal, Administration Pénitentiaire......;

• Définir des actions concrètes de prévention de la corruption dans le trafic de bois précieux.

Mise en place des dispositifs anti - corruption au niveau des secteurs publics

- Cibler les services recevant des visiteurs et ayant des services les plus demandés par le public.
- Renforcer davantage la mise en place des dispositifs anti-corruption au niveau du secteur Tourisme afin de motiver les touristes étrangers à venir séjourner à Madagascar.
- Poursuivre l'information du public par l'affichage des procédures les plus demandées auprès des services accueillant des usagers.
- Collaborer avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie pour la vulgarisation d'un manuel de procédure sur la gestion des affaires, destiné aux membres du secteur privé.

Assistance aux concours administratifs

- Eviter l'appui ponctuel du Bureau dans la réalisation de concours administratifs pour garder l'image du BIANCO.
- Faire savoir au public que le BIANCO ne cautionne pas les irrégularités qui se présentent à tous les concours administratifs assistés par le Bureau.
- Assister les examens officiels et tous les concours administratifs (issus des conventions).
- Activer l'approbation des textes régissant le concours administratif au niveau du Ministère de la Fonction Publique vu l'approche de l'ouverture des différents concours administratifs.

Lutte contre la corruption sur les axes routiers

- Produire des émissions télévisées sur la mobilisation des usagers de la route à refuser la corruption.
- Poursuivre la vulgarisation des supports produits relatifs à la lutte contre la corruption sur les axes routiers et procéder à l'évaluation de leur efficacité.
- Analyser la faisabilité d'installation de caméras de surveillance cachées sur les axes routiers tout en tenant compte du cadre légal des missions du BIANCO.
- Procéder éventuellement au déguisement pour surprendre les chauffeurs et les agents de la police de la route faisant de la corruption.
- Renforcer la collaboration entre le BIANCO et les forces de l'ordre pour la réorganisation des barrages sur les routes nationales.

Guide de bonnes pratiques

• Planifier une séance d'information au profit des magistrats et des personnes concernées après la validation du guide de bonne pratique des marchés publics.

d) Application de la loi

- Mettre en place un dispositif permettant le suivi de la traçabilité des dossiers traités et transmis aux juridictions.
- Confier le rôle de porte parole au Chef du parquet pour la communication des dossiers sensibles.
- Soutenir les dossiers de corruption auprès du Tribunal en tant qu'agents verbalisateurs (Ex : le mode de fonctionnement du Tribunal Spécial Economique).

- Donner aux journalistes le rôle de contre-pouvoir pour faire poids aux juges instructeurs détenteurs des dossiers de grande envergure. Le cas de bois de roses saisis à Maurice a été à plusieurs reprises cité comme exemple.
- Renforcer la sensibilisation au niveau des membres du gouvernement aussi bien en période normale qu'en période de crise. Ceci dans le but de fragiliser le sentiment d'impunité des « gros poissons ».

Déclaration de patrimoine

- Adopter une meilleure stratégie pour accroître le nombre des personnes assujetties à la Déclaration de Patrimoine.
- Transmettre régulièrement au Parquet la liste des personnes défaillantes à la déclaration de patrimoine pour entamer la poursuite en justice.

Annexe 3 : Tableau de comparaison des réalisations aux indicateurs prévus

VOLET	INDICATEURS	Objectifs 2011	Réalisations 2011	Ecart	% de réalisation	Analyse des écarts
	1- Nombre de doléances reçues	0009	5 126	- 874	% 58	La reprise des activités vers la normale s'effectue progressivement en 2011. Ainsi,
	2- Nombre de doléances de corruption investigable	1 200	086	- 220	82 %	est enregiste un accloissement respectif de 4% et 5% pour les doteances leçues et des dossiers de corruption traités de l'année 2011 par rapport à 2010.
Application de la loi	3- Nombre de dossiers de corruption investigable traités	1 000	933	<i>L</i> 9 -	93 %	Ф
	4- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	400	335	- 65	84 %	Les dédarations de patrimoine reçues et conservées par BIANCO au cours de l'exercice 2011 se sont accrues de près de 50% par rapport à celles de l'année 2010 grâce aux efforts conjugués des trois volets de la stratégie nationale de lutte contre
	5- Nombre de déclaration de patrimoine reçue	3 000	2 017	£86 -	% 29	la comuption, notamment, l'Education, la Prévention et l'Investigation, dans la ferme volonté de reprise des activités dans ce contexte de crise
	1- Nombre de codes élaborés et édités	6	8	-	% 68	Seul le code de conduite de l'Armée Malgache n'a pas été finalisé à la fin de l'année 2011. Ce code sera disponible en 2 500 exemplaires au début 2012.
Education	2- Nombre de réseaux d'intégrité et d'honnêteté mis en place et opérationnel	90	55	9 -	% 76	La motivation des établissements scolaires et la détermination des jeunes à la LCC sont encourageantes pour cette 28ms année de mise en œuvre de œtte activité
	3- Nombre de politique régionale mise en place	22	17	- 5	%	La non disponibilité des ressources suffisantes pour la couverture des besoins opérationnels des activités y afférentes a des impacts sur les réalisations
	 Nombre de systèmes et procédures analysés 	8	9	- 2	% 52	La revue des deux systèmes et l'analyse des procédures non réalisées au cours de l'exercice 2011 conceme l'Aéroport International d'Ivato et l'exportation des produits miniers. Ces travaux seront repris pour 2012.
Prévention	2. Nombre des entités accompagnées dans la mise en œuvre des recommandations d'audit	14	9	8-	43 %	Les efforts de mobilisation des responsables concernés ainsi que l'opérationnalité des comités de suivi de mise en œuvre des recommandations ont beaucoup
	3- Nombre des CTD et STD appuyés pour la mise en place des Dispositifs anti-corruption	266	344	78	129%	contribué à ces résultats
	4 - Nombre de concours administratifs assistés	4	12	& +	300 %	Le BIANCO a enregistré un accroissement significatif de sollicitation d'appui pour sécuriser et assurer la crédibilité des concours dans ce contexte de crise.
	Effectif du Bureau	170	183	13	108 %	Le dépassement des objectifs s'explique par la finalisation au cours de l'année 2011 de certaines procédures de recrutement de 2010
Développement de la capacité	Nombre de séances de formations locales réalisées	23	4	- 19	17 %	Les allocations de ressources financières en provenance de l'Etat Malgache sont largement insuffisantes pour couvrir les besoins en formation locale du personnel.
opérationnelle BIANCO	Nombre de séances de formations à l'extérieur réalisées	0	4	4	1	Les invitations pour la participation du BIANCO aux réunions et forums internationaux ont été honorées grâce aux prises en charge des Organisateurs et
	Nombre de réunions et forums internationaux	4	5	_	125 %	aux contributions financières des Ambassades de la France et de la Chine à Madagascar.